

Avalanche

Correspondance anarchiste

Décembre 2016 numéro 9







Uruguay

Anarquía
periodicoanarquia.wordpress.com

Chili

Contra toda autoridad
contratodaautoridad.wordpress.com

El Sol Ácrata (Antofagasta)
periodicoelsolacrata.wordpress.com

Sin Banderas Ni Fronteras (Santiago)
sinbanderas.nifronteras@riseup.net

Argentine

Exquisita Rebeldía (Buenos Aires)
exquisitarebeldia@riseup.net

Abrazando el Caos
publicacion-abrazandoelcaos@riseup.net

Rebelion (Buenos Aires)
publicacionrebelion@riseup.net

Mexique

Negación
negacion_revista@riseup.net

Italie

Finimondo
finimondo.org

Tairsìa (Salento)
tairsia@gmail.com

Stramonio (Milano)
malacoda@distruzione.org

Brecce (Lecce)
peggio2008@yahoo.it

Espagne

Infierno
revista_infierno@yahoo.com

France

Séditions (Besançon)
seditions.noblogs.org

Paris Sous Tension (Paris)
parissoustension.noblogs.org

Blasphegme (Paris)
blasphegme.noblogs.org

La Bourrasque (Clermont)
labourrasque.noblogs.org

Du pain sur la planche (Marseille)
dupainsurlaplanche.noblogs.org

Subversions
subversions@riseup.net

Allemagne

Attacke! (Norden)
attacke@riseup.net

Fernweh (München)
fernweh.noblogs.org

Chronik
chronik.blackblogs.org

Belgique

La Cavale (Bruxelles)
lacavale.be

Salto
salto.noblogs.org

Pays-Bas

Roofdruk
roofdruk@riseup.net

Suisse

Dissonanz (Zürich)
dissonanz-a@riseup.net

Autriche

Revolte (Vienne)
revolte.blackblogs.org

Suède

Upprorsbladet (Stockholm)
upprorsbladet@riseup.net

Royaume-Uni

Rabble (London)
rabble.org.uk

Canada

Wreck (Vancouver)
wreckpublication.wordpress.com

Montréal Contre-Information
mtlcounter-info.org

Etats-Unis

Rififi (Bloomington)
rififibloomington.wordpress.com

Trebitch Times (St Louis)
trebitchtimes.noblogs.org

PugetSoundAnarchists (Pacific Northwest)
pugetsoundanarchists.org

Wildfire
wildfire.noblogs.org

+

Contrainfo
contrainfo.espiv.net

Tabula Rasa
atabularasa.org

Act for freedom now
actforfree.nostate.net

Voz como arma
vozcomoarma.noblogs.org

Publicacion Refractario
publicacionrefractario.wordpress.com

Brèves du désordre
cettesemaine.info/breves

Le Chat Noir Emeutier
lechatnoiremeutier.noblogs.org

Aus dem Herzen der Festung
ausdemherzenderfestung.noblogs.org



Editorial

Décembre 2016

L'internationalisme est la perspective qui essaye de se débarrasser des concepts imposés de frontière et d'État, puisque la lutte et la solidarité des ennemis de toute domination doivent être portées au-delà de toutes les barrières et frontières du pouvoir. L'internationalisme, c'est prendre en compte la dimension internationale d'incidents et de processus locaux mais c'est également la dimension internationale de l'idée anarchiste - celle d'une perspective libératrice pour chaque être humain où qu'il soit et d'où qu'il vienne. Puisque dans ce monde la libération a toujours un rapport avec la destruction, la base sur laquelle on peut apprendre à se connaître, discuter et se rencontrer loin des identités et des clichés, des masques et de la honte, cette base est aussi celle sur laquelle on parle de nos luttes, de la lutte pour la liberté et la destruction de notre oppression. Où l'on parle de comment on essaye d'exprimer notre hostilité envers toute domination en paroles et en actes.

L'idée de cette publication est de rassembler différentes contributions dans lesquelles les auteurs parlent depuis leur propre perspective et point de vue au sujet de luttes et d'évolutions qui se déroulent là où ils vivent, rendant possible à un lectorat internationaliste de les comprendre. *Avalanche* est à la fois une tentative pour stimuler un discours réciproque et enrichissant et pour créer un cadre dans lequel développer, à terme, des correspondances. Une correspondance au sens de l'idée et de la possibilité de reprendre des questions et des perspectives d'autres contributions pour les retourner ou les porter plus loin en direction de sa propre réalité ou les critiquer et les questionner. De cette manière peut potentiellement surgir un stimulus, une intensification de la perspective et une clarification des idées. Bien que ce soit un gros défi, parce que ça demande la participation active de différents compagnons. Peut-être que ceci précisément est fondamental pour l'internationalisme : les relations ne prennent pas simplement vie là où l'on se plaits et se consomme l'un l'autre, et où l'on reste toujours séparé par les distances, non, mais plutôt là où l'on se stimule l'un l'autre - et où l'on se confronte au défi de se réunir pour avoir affaire l'un à l'autre, pour honnêtement et directement exprimer les vraies idées, propositions et critiques.

En ce sens, nous voulons nous confronter à la réalité des relations internationalistes et voir, par qui les contributions - donc de nouveaux textes ou des textes déjà publiés accompagnés d'une courte introduction - sont-elles envoyées, et avec qui il est possible de discuter au sujet de possibles contributions - et aussi d'interviews - au lieu de construire artificiellement une participation en publiant des articles d'autres publications ou d'internet. Et il est certain que de vraies relations semblent donc être une base plus fertile pour demander et approfondir des contributions à ce projet. Peut-être qu'approfondir quelque chose est un aspect important qui se perd à bien des égards dans le monde d'internet. Approfondir « Qu'est-ce qui se déroule en ce moment ? Où voulons-nous allez ? Et comment et de quelles façons ? » Des questions fondamentales qui devraient être à l'origine de chaque projet et relation affinitaire, et auxquelles on est confronté encore et encore. Et précisément par ce que ces questions sont quelque chose d'essentiellement individuel, y « répondre » ne peut venir de personne d'autre que de nous-mêmes. Ceux qui sont réellement sur place et impliqués dans les luttes savent probablement mieux décrire et analyser ce qui s'y passe et vers où ils veulent aller. Le rôle de ceux qui pensent pouvoir tout expliquer aux autres ou récupérer des luttes pour eux-mêmes ouvre la voie à l'idéologisation et à la délégation. Une relation ne peut pas se développer sur base de cadres préfabriqués d'explication et de perception préjugée, sur l'abstraction de réalités concrètes et l'objectivation d'individus, mais seulement là où tout le monde parle pour soi-même. Ceci est la base sur laquelle nous imaginons ce projet et depuis laquelle nous appelons tout ceux qui se sentent en affinité avec ce projet à y contribuer.

La traduction, la lecture et la diffusion de différents textes, le voyage et la discussion, la réunion et en partie la réalisation de différentes entreprises sont toutes des choses que beaucoup de compagnons partagent et

pratiquent dans un cadre international. Mais souvent, le niveau *commun* en reste à s'échanger des informations et des histoires, ce qui est inspirant et important mais ne peut pas vraiment rompre le sentiment de vivre dans deux mondes séparés. Une séparation qui ne saurait être rompue en feignant de mener un combat commun ensemble, tant que pour ce commun, ce que nous partageons d'analyses individuelles et de méthodes, de perspectives et d'imaginations n'est ni demandé ni recherché. Est-ce la proposition que l'on se fait l'un à l'autre, de simplement reproduire ce qu'on fait là où on est ? Ou bien est-il possible - sur base d'une correspondance et de la connaissance de contextes spécifiques qui en découle - de développer une proposition commune ? Non pas comme une construction figée mais comme un noyau d'analyses et d'affinités communes - comment serait-il dès lors possible de développer une vraie connexion entre différents projets de lutte ? Sans tomber dans l'illusion que nous serions alors tous sur la même longueur d'onde, que nous devrions être plus nombreux ou plus fort et plus puissant - non, le conflit asymétrique qui refuse toujours d'imiter le modèle et la méthode de la domination est à la base de notre anarchie. Mais plutôt parce que nous avons vraiment tous une boule sous nos pieds et les processus de pouvoir ne traversent pas seulement le cadre de pays isolés mais portent en eux-mêmes une projection intégrale et globale. De profonds changements dans l'infrastructure du pouvoir sont en train d'avoir lieu. Il a par exemple été possible en quelques mois de fermer les derniers interstices dans les frontières de l'Europe, les contrôlant avec l'aide de la police et de l'armée et d'installer un système transfrontalier de rapatriement, d'expulsion et de camps qui concentrent les migrants indésirables aux portes de l'Europe. D'autres processus également, qui - selon les endroits - se montrent spécifiquement mais se développent internationalement et presque sans perturbation, sont sur le point de transformer la réalité de nos contextes bien au-delà de la simple construction d'une nouvelle manifestation spécifique de la domination (regardons par exemple les projets dans le domaine des prochains approvisionnements en énergie, des nouvelles technologies et des « smart cities »). Mais puisque ces projets se développent de manière transfrontalière, ils nécessitent pour leur réalisation au-delà et au-dessus du cadre de frontières isolées les mêmes circonstances et infrastructures non perturbées, la même résignation sans imagination et le même manque d'initiative de la part des opprimés... Voici peut-être le terrain qui essaye de comprendre les réalités et les circonstances des changements en cours, et une base - en partant d'analyses spécifiques - pour trouver des éléments communs et voir comment la perte de contrôle à travers les frontières de la domination et la connexion des luttes peuvent s'accomplir.

Avec la tentative de faire circuler la rédaction de cette publication, nous sommes face à une tentative d'internationalisme pratique - une décentralisation et une expérience. Peut-être que cela peut aussi nous aider à découvrir ce que voudrait dire de nos jours développer une projectualité insurrectionnelle internationaliste.

Quelques anarchistes vivant quelque part en Allemagne



Que le feu se propage

Septembre 2016 - Suède

Que le feu se propage *est un texte écrit dans des circonstances importantes, concernant les troubles sociaux de la fin d'été au début de l'automne en Suède et au Danemark cette année (2016). Nous, les auteurs, sommes des compagnons ayant grandi et vécu la majeure partie de notre vie dans différents pays scandinaves mais nous n'étions pas présents là-bas quand les évènements sont survenus. Comme il a été montré dans le texte* Tension sociale et intervention anarchiste en Suède *paru dans* Avalanche *numéro 2, les tensions sociales en Scandinavie et surtout en Suède n'ont rien de nouveau. Et malheureusement, le manque d'initiative et même de capacité à analyser et à imaginer autre chose de nouveau chez de nombreux compagnons dans les pays nordiques n'a rien de nouveau non plus. Lorsque les incendies ont commencé à se propager une fois de plus dans les villes et les quartiers et même les pays, nous étions tous d'accord pour ne pas laisser passer ça sans la moindre tentative d'intervention anarchiste. Cette fois, la méthode d'attaque la plus couramment utilisée par les individus rebelles était d'embraser des voitures, ce qui en comparaison avec les émeutes et les attaques collectives des années précédentes est quelque chose de très facilement reproductible pour un petit groupe voire même pour un individu, ce qui offrait en soi une bonne opportunité pour réintroduire d'autres conditions et perspectives mais surtout l'imagination d'une autre manière de lutter que celle qui prédomine actuellement. La manière prédominante étant très humble et fort respectueuse de la société ; rude et intransigeante seulement lorsqu'elle est ratifiée par l'État. En définitive, mis à part une analyse lacunaire et une proposition, ce texte constitue une tentative pour répandre une autre imagination et d'autres idées - sur ce que ça signifie de combattre les autorités, de combattre cette société - qui dans leur absence flagrante ont conduit les compagnons dans un repli défaitiste ces dernières années. Nous avons décidé de traduire le texte original suédois et danois vers le Français, d'une part pour faire savoir aux compagnons internationaux que ce que* UpprorsBladet *a écrit en 2014 est une réalité toujours en cours en Scandinavie et d'autre part pour soumettre nos idées et nos manières d'intervenir au débat et à la critique d'autres compagnons proches de nos idées. À l'heure où s'écrit cette introduction, au début novembre 2016, le texte a été largement diffusé - de main en main aussi bien que par internet - mais avec l'arrivée de vents et de neiges plus froids, cette vague d'agitation sociale doit être considérée comme terminée ou du moins calmée. Toutefois, nous espérons que notre texte puisse susciter un autre état d'esprit et d'autres discussions pour la prochaine vague à venir.*

***

Que le feu se propage - une analyse des incendies de voitures ces derniers mois en Suède et au Danemark et une proposition d'intervention

Ces derniers mois, quelque chose qui appartient à la vie quotidienne des banlieues suédoises s'est répandue comme une mauvaise herbe dans le jardin de la paix sociale et a pris la forme d'une révolte anonyme et apolitique. Le simple geste de mettre le feu à une voiture s'est laissé reproduire, précisément pour sa simplicité, dans des petites villes comme dans des plus grandes, des deux côtés du Öresund, dans des zones isolées autant que dans celles plus centrales, riches et bien intégrées. De tout : depuis des incidents isolés jusqu'à (ce qui a semblé être) des actions coordonnées dans toute la ville. De la part de la société, la réponse est venue de la police, des pompiers, des médias, des politiciens et autres experts inconnus, qui ont fait des déclarations et promis ou proposé une sérieuse quantité d'actions ; des actions qui ne servent pas seulement à mettre un terme aux incendies de voiture mais qui intensifient plus généralement la répression à l'encontre de ceux qui ne veulent pas se mettre au pas. Avec ce texte, nous aspirons à produire une modeste analyse, suivie d'une proposition plus résolue en vue d'une intervention dans ce conflit entre des individus anonymes et la société. Une intervention anarchiste sans aucune place pour la politique ou la négociation. De notre point de vue, tout ce que nous avons à perdre est le confort qui nous retient de brûler la première voiture.

La chronologie et le problème des médias

Il était difficile de se tenir au courant des évènements lorsqu'ils ont pris de l'ampleur. Dès qu'on essayait d'assembler une chronologie pour une meilleure vue d'ensemble, de nouveaux évènements s'étaient déroulés - du côté de la société comme du côté de ses antagonistes. Pour nous, il est clair que la meilleure source d'informations que nous avons et avons eu sont les comptes rendus des médias officiels, puisque les autres moyens de communication ont manqué. Donc avec les mots de certains compagnons en tête : « Les millions de mots et d'images qui remplissent les images et les papiers (toilette) ne sont pas un écho ni un reflet de la réalité, ils constituent une partie intégrante de la création de cette réalité, ils imposent des moeurs, des règles et des logiques qui permettent l'existence de l'État. » [1] ce n'est pas sans autocritique que nous utilisons cette information. Cette information a évidemment déjà été bien utile pour les politiciens et les bons citoyens, comme l'explique la citation ci-dessus. Donc même si elle sert nos ennemis, nous utiliserons cette informations avec l'intention de renverser ceux qui l'ont créée. Nous ne savons pas ce qui s'est passé dans la sphère des médias sociaux mais prenez pour acquis que ces soi-disant outils n'ont pas été employés pour analyser et propager ces actions avec l'intention d'étendre la situation en révolte sociale. Même si les médias avaient uniquement fait un battage publicitaire et du sensationnalisme autour de ces évènements, ce qui arrive prétendument tout le temps avec la même intensité [2], ça ne change rien au fait que ces actions - les incendies de voitures comme les nombreuses attaques contre les flics et autres uniformes - en elles-mêmes portent avec elles la révolte et la possibilité d'une révolte sociale. Il est donc difficile de faire la distinction entre ce qui provient de cette escalade spécifique et ce qui provient d'une tension sociale plus large et constante. On ne veut pas détourner ni trahir les actions de différents individus juste pour confirmer nos idées ; pour projeter notre désir d'une révolte étendue sur des individus et des actes qui ont leurs propres raisons, significations et volontés. C'est pourquoi, même s'il est difficile de ne pas tenir compte des évènements comme les attaques organisées contre des flics et d'autres officiels à Kronogården, Trollhättan, ou ceux qui ont eu lieux à Södertälje ou Örebro, on va s'en tenir aux incendies de voiture. En partie à cause de leur extension urbaine durant les derniers mois et en partie parce qu'ils impliquent une méthode très simple et reproductible pour attaquer la normalité. Durant les deux premières semaines d'août, les sites d'informations et les magazines étaient remplis de gros titres du genre : « 16 voitures ont étés incendiées en 5 heures », « Le Ministre de la Justice en a 'sacrément marre' des hooligans », « 20 voitures sont parties en fumées la nuit dernière », « Le gouvernement appelle à des peines plus lourdes pour les incendiaires de voitures », suivi par une redite quotidienne : « Davantage d'incendies de voiture la nuit dernière ». En lien avec ça, des experts en sociologuies, des pompiers, des flics et des gens dont la voiture avait brûlé ont été interviewés. Désespérés, les flics ont promis et ont effectivement intensifié leur présence dans les quartiers touchés - sans grands succès. À Ronneby cependant, les flics ont été un peu plus réalistes puisque l'inspecteur de police en service a fait la déclaration suivante : « Nous sommes à court d'officiers pour le moment, c'est la période des vacances et tout, donc je ne peux pas promettre de patrouilles supplémentaires dans la zone » en réaction à des voitures incendiées trois soirs de suite dans la petite ville. En réponse à ça, la municipalité a décidé d'engager des agents de sécurité pour patrouiller dans les rues à la place. Entre le 1er juillet et le 17 août cette année, les pompiers dans chaque ville ont signalé 134 incendies de voitures à Stockholm, 108 à Malmö et 43 à Göteborg. Pendant toute l'année 2016, jusqu'à la mi-août, 154 cas d'incendies de voitures ont été signalés rien qu'à Malmö, où dans de nombreux cas le signalement concernait plus d'un véhicule. Durant la première semaine d'août, il a été estimé que les incendies ont ravagés sept voitures par nuit dans la zone urbaine de Malmö. Le premier week-end d'août, une voiture de flic a été enflammée alors que la patrouille intervenait pour du tapage signalé dans un appartement. Avec Malmö pour épicentre, d'après la couverture médiatique, les incendies de voitures se sont propagés à plusieurs autres villes. Dans la nuit du 16 au 17 août, un incendie de voiture à Norrköping a entraîné la destruction complète de douze voitures et au moins sept autres ont été endommagées. Pendant ce temps-là, il y avait des signalements ininterrompus de voitures en feu dans de plus petites villes comme la susmentionnée Ronneby, mais aussi à Skara, Varberg et Borås ainsi que dans de plus grandes villes comme Stockholm, Linköping, Göteborg, Västerås et Södertälje. À la mi-août, les incendies de voiture se sont propagés au Danemark, où les voitures ont brûlé plusieurs nuits de suite. Dans la nuit du 20 août, dix voitures sont parties en fumée. Depuis ce moment-là, ça a continué avec plus ou moins d'intensité, dans différentes zones de la capitale danoise comme Christianshavn, Amager, Nørrebro, Valby et Vestegnen. Aux dires des médias, au moins 50 voitures ont été enflammées dans la région de Copenhaguen entre la mi-août et la mi-septembre. Les flics n'ont pas caché leur suspicion, redoutant que les incendies aient pu être inspirés par la situation en Suède et ont immédiatement lancé des investigations pour attraper les agitateurs et calmer la situation. Ils ont lancé des appels à témoin dans les médias et les flics ont passé en revue une quantité considérable de matériel vidéo issus des caméras CCTV de surveillance dans les zones touchées. Des photos et une description d'un suspect ont été rendues public et sur base de plusieurs tuyaux anonymes une personne a été arrêtée et emprisonnée le 24 août, soupçonnée d'avoir brûlé dix voitures et d'avoir tenté d'en brûler 23 autres. Ceci, cependant, n'a pas arrêté les incendies, qui ont continués dans différents endroits autour de la ville. De même, les sales aspirants-flics, les SSP (une coopération entre l'école, les services sociaux et les flics qui vise à surveiller et empêcher les enfants de commettre des crimes)

ont intensifié leurs activités et renforcé leur nombre dans les rues de certains quartiers, afin d'éviter que la jeunesse ne soit mal inspirée par les incendies. Chaque nuit lors de la première semaine d'août, les flics de Malmö ont déployé un hélicoptère dans la chasse contre les incendiaires de voitures. Le 11 août, évidemment pas pour la première fois, l'hélicoptère a été visé par un rayon laser vert, ce qui a mené à l'arrestation de deux jeunes plus tard dans la nuit. Les flics les ont interrogés, dans l'espoir d'établir un lien avec les voitures brûlées mais les deux détenus ont été relâchés le matin suivant en laissant apparemment les flics sans aucunes pistes. Le 15 août, selon la presse, une personne de 21 ans a été arrêtée à un contrôle routier à Rosengård. Les flics ont prétendu que la voiture était remplie de bidons d'essence et d'un marteau brise-vitres. La personne a été relâchée le 18 août, étant donné qu'il n'y avait aucune base juridique pour son incarcération mais la suspicion demeurait. Le même jour, les flics ont présenté une nouvelle mesure à prendre dans leur lutte contre les incendies de voitures. Pour la première fois en Suède, des drones seraient utilisés par les flics, principalement pour traquer les incendiaires. Les drones vont guider les patrouilles renforcées à moto et les officiers en civil au sol. La proposition est venue de la NOA, les flics de la *National Operative Unit*, qui va aussi la mettre à exécution. Les équipements seront fournis par la SAAB (une compagnie dont la production pour les marchés militaires trouvera très probablement des usages dans le « civil », autres que juste les seuls drones pour chasser les incendiaires de voitures).

La réponse de la société

Pour mieux comprendre la situation dans son ensemble mais aussi pour voir où l'on peut trouver les possibilités d'étendre ces actes de révolte vers l'insurrection, nous voulons nous pencher sur le cirque que la société a lancé en réaction à ces troubles. De prime abord, c'est intéressant de voir comment les incendies de voitures continuent en silence, pendant que les médias, les politiciens, les flics, les experts de toutes sortes et les citoyens actifs rivalisent pour être le plus bruyant et condamner le plus sévèrement ces évènements. Dans le silence, les actions parlent pour elle-mêmes et si elles étaient laissées dans leur silence, tout ce qu'on entendrait serait le crépitement du feu, pas plus d'explication ne serait nécessaire. Mais le silence est dangereux et troublant pour l'ordre en place. Le meilleur remède contre le silence est bien sûr de faire du bruit, de parler et de distraire, de prendre en main le pouvoir de définition. En Suède ils ont parlé de problèmes d'intégration et de vandalisme, alors qu'au Danemark ils ont parlé initialement de pyromanie, autrement dit les incendies de voitures ont été considérés comme une maladie. Une hypothèse vite écartée lorsque le « suspect pyromane » a été détenu et alors que les voitures brûlées ont continué à se répandre. La discussion s'est ensuite orientée dans une direction plus semblable à celle de la Suède, avec l'attention portée sur les jeunes. Dans le premier cas, l'acte (d'incendier une voiture) est isolé et dit limité à la jeunesse pauvre issue de l'immigration, ce qui rend la tâche plus difficile à ceux qui ne rentrent pas dans ces catégories de s'identifier avec ces actions. Dans l'autre cas, l'acte est mis au rang des pathologies. Par exemple, si tu t'identifies avec ces actions, tu devrais t'estimer malade, un pyromane ; ce qui, avec le pouvoir de la honte sociale, provoque une distanciation chez la plupart des gens. Les mêmes actions, le même silence, confrontés à beaucoup de bruit de la part de la société. En Suède ces discussions ont eu le temps de se développer davantage qu'au Danemark et les politiciens au pouvoir ont proposé des peines plus dures, non seulement pour les incendiaires de voitures mais aussi pour faire d'une pierre deux coups contre l'ensemble de la catégorie sociale des jeunes. La proposition signifierait, une fois appliquée, que des tribunaux spéciaux seraient instaurés, que le port du bracelet électronique pourrait être imposé à des mineurs d'âge et que la surveillance liée aux mesures probatoires à l'encontre des jeunes seraient intensifiée. L'opposition politique appelle à augmenter les effectifs policiers et à retourner à l'ancienne organisation policière, récemment modifiée. Des sociologues mettent en garde contre les conséquences négatives de peines plus lourdes et proposent plutôt de renforcer la présence policière dans les rues, puisque c'était la prétendue raison de la désescalade lors d'une situation semblable en Suède il y a quelque dix ans. Tournoyant autour des carcasses pourries de ces discussions, ce sont les vautours silencieux. Eux qui avec leurs business profitent de l'incendie de voiture et avant tout du cirque sociétal qui l'entoure. Les drones de la SAAB ont déjà été mentionnés mais il y a aussi les compagnies d'assurance et de sécurité. Dans plusieurs articles de la *Swedish Radio* par exemple, ils informent le public que l' « assurance trafic » n'est pas suffisante pour couvrir les frais d'un incendie de voiture et que la voiture doit être au moins « assurée de moitié » pour couvrir les dommages. Il ne faut pas avoir étudié dans une école de commerce pour comprendre la valeur économique pour les compagnies d'assurance, dans un article aussi bien intentionné et informatif. Surtout lorsqu'il est suivi d'articles dans lesquels les porte-paroles de compagnies d'assurance rassurent sur le fait que l'assurance pour les personnes habitant les quartiers touchés ne seront pas plus élevés ni même différent que dans les quartiers moins affectés. À certains endroits comme Ronneby, où les flics ont laissé leur uniforme au placard et se détendent autre part, la municipalité a décidé d'engager une compagnie de sécurité afin d'avoir des agents de sécurité pour patrouiller les rues à la place.

En lien avec les émeutes ou les actions de masse comme celles d'Örebro et de Södertälj

Dans deux banlieues de Södertälj, deux nuits de suite, des jeunes ont construit des barricades enflammées et attaqués des bus pour attirer les flics chez eux. Quand les flics sont arrivés, ils les ont attaqué avec des pierres et des feux d'artifice. Une nuit, une pierre a brisée le pare-brise d'une voiture de police, envoyant un flics à

l'hôpital avec un oeil abîmé. Dans le quartier d'Örebro, un nombre plus important d'individus masqués se sont rassemblés et mis en mouvement dans la zone. En mettant une laverie en feu, également pour attirer les flics, et puis en les accueillant avec des cocktails molotov, des pierres, des feux d'artifice et des des clubs golf. Des patrouilles de gardes supplémentaires issues de différentes compagnies sont appelées comme fantassins aux côtés de la cavalerie policière. Des compagnies de sécurité qui, au cours des dernières années de soi-disant « crise des réfugiés », ont connu une nouvelle ère d'abondance pour leur business. Des compagnies qui, enrichies par leur expérience de passage à tabac des personnes de couleur, continuent volontiers leur affaires - les flics ont remplacé le Département de la Migration en tant que force d'intervention, et les incendiaires de voiture ont remplacé les réfugiés en tant que cibles mouvantes. Ces vautours restent des vautours, aussi longtemps qu'ils peuvent travailler sans être perturbés, aussi longtemps qu'ils peuvent garder une distance entre eux et le coeur des évènements. Comme dans un écosystème, ils jouent un rôle important dans le maintient du système social et contribuent à étouffer la révolte qui menace. Dans la paix sociale, chaque rupture signifie une possibilité pour la révolte et l'insurrection ; la rupture en elle-même est souvent un acte conscient de rébellion, aussi limité soit-il à un unique individu et une unique situation. La rupture découvre les conflits qui autrement seraient recouverts par la paix sociale. Ce que nous choisissons d'avaler dans notre vie de tous les jours, en terme de soumission, est recraché et toutes les paroles qui disent qu'on vit dans le « moins mauvais des mondes », que « c'est comme ça, c'est tout ! », s'étiolent face à l'évident mécontentement de vivre la vie qu'on nous impose dans cette société. Une voiture cramée pourrait ne pas donner l'impression d'être le signal de départ pour une révolte sociale mais en même temps c'est exactement ce que ça pourrait être. Ce que ça pourrait devenir. Ça pourrait tout aussi bien être une attaque d'individus isolés contre la paix sociale, contre l'ordre social, puisque ça pourrait être le sabotage de la fonction d'un autre individu dans le maintient du même ordre. Nous voyons ceci comme des facteurs, indépendamment du fait qu'ils viennent avec une intention et un désir de révolte ou qu'ils adviennent par ennui, pour de l'argent ou pour une vengeance personnelle. La paix sociale, dans laquelle l'État revendique le droit exclusif de la médiation et du contrôle sur la population, est bel et bien attaquée lorsqu'une voiture est incendiée, avec ou sans l'intention des assaillant de renverser la société. Dans la normalité que nous sommes tous tenus de reproduire, il n'y a (toujours...) pas de place pour les voitures en feu. Encore moins pour les incendies de voiture sans raison claire et compréhensible qui se propagent presque librement sur de grandes distances et dans de nombreuses régions. Lorsqu'ils se propagent comme ça a été le cas durant ces derniers mois, il est impossible, même pour les gens au pouvoir, d'ignorer l'existence d'un conflit social. Au lieu de ça, ce qu'ils essayent de faire est d'isoler le conflit pour le restreindre à un petit groupe seulement de mécontents et d'indomptables - avec lequel la majorité, comme évoqué plus haut, devrait n'avoir rien en commun. Ça devient l'affaire de la police, des politiciens et des sociologues. Jouant son rôle de médiateur, l'État essaye de rendre l'affaire intelligible et gérable. Il essaye d'en faire une affaire et un conflit entre les autorités, avec ses fidèles spécialistes, et un groupe de « jeunes mal intégrés ». Ce qui n'est donc la réalité, à savoir des individus comme toi et moi en conflit avec la vie que nous sommes contraint de supporter dans ces circonstances.

De la révolte anonyme à l'insurrection apolitique

« Le crime est très difficile à investiguer. Nous ne voyons aucun profil et nous n'avons aucun suspect. Nous avons besoins de toute l'aide que nous pouvons avoir » - Lars Forstell, flic à Malmö. Les incendies de voitures qui balayent la Suède et le Danemark ne nous intéressent pas seulement parce qu'ils portent l'étincelle de la rébellion, mais aussi parce qu'ils nous offrent une autre manière de comprendre l'insurrection, parce que leur caractère apolitique nous laisse entendre une tactique différente. Les incendies de voiture sont une attaque incontrôlable contre la société parce qu'ils se répandent à travers tout le territoire que contrôle l'État et sans être focalisés sur une cible symbolique spécifique. Ils sont facile à reproduire partout et tout le temps, alors qu'il est impossible pour la police d'être partout en même temps. Les mouvements politiques ont l'idée fixe de vouloir rassembler un mouvement ou une certaine catégorie d'exploités face à un objectif symbolique dans l'espoir que si suffisamment de personnes sont rassemblées, le pouvoir sera contraint de changer. En réalité, ces méthodes sont faciles à contrôler pour l'État, parce que ce n'est pas si compliqué de rassembler les forces répressives à des endroits spécifiques à une date préétablie. Même des anarchistes qui critiquent vraiment cette perception de la lutte continuent de reproduire cette logique. Pourquoi tant de manifestations contre des cibles symboliques encerclées par la police lourdement équipée ? Pourquoi avoir toujours un temps de retard sur l'État et la police ? Les incendiaires de voitures montrent la voie d'une forme différente de conflit avec l'État. Permanente, incontrôlable, souple et destructrice. Là, c'est la police qui traîne derrière. Bien sûr, des incendies de voitures ne suffiront pas à renverser l'existant. Mais ils ouvrent, dans le contexte scandinave, une nouvelle façon de comprendre l'insurrection et donnent de l'inspiration pour des tactiques différentes dans nos luttes. Ils nous offrent un tremplin que l'on peut utiliser dans notre révolte individuelle pour faire le saut vers l'insurrection sociale, ce qui représente, il faut le dire, plus que tout ce que les mouvements politiques ont créé en Scandinavie depuis très longtemps. En parlant de mouvements politiques, la lutte autour de la maison en partie occupée Rigaer 94 au cours de la moitié de l'année dernière montre comment les incendies de voitures peuvent être employés comme méthode, mais aussi montrer leurs limites, ce qui peut être intéressant de considérer succinctement.

[3] Dans la lutte autour de la Rigaer 94 c'était à notre avis le même facteur qui a causé la rapide et intense diffusion qui est aussi devenu la raison pour laquelle le conflit ne s'est pas étendu au-delà de la préoccupation des anarchistes et des autonomes. Ce facteur a limité la lutte à la maison et à la zone locale. En comparaison avec la Scandinavie, l'Allemagne est pleine d'autonomes et d'anarchistes dont beaucoup ont pris part suite à la promesse faite par des compagnons de causer 10 million d'euros de dégâts - certains parce qu'ils s'identifient avec la Rigaer et agissent en solidarité, d'autres parce qu'ils sont en permanence à la recherche de nouveaux évènements auxquels réagir, et en ont trouvé un là-dedans. Ce qui nous amène encore une fois à un conflit opposant un petit groupe d'individus facilement catégorisé (d'anarchistes et d'autonomes) contre l'État, avec le reste de la société en spectateurs et en commentateurs. Le conflit a donc tourné en rond autour d'une cible symbolique, ce qui a donné tout au moins une indication à l'État de l'endroit où envoyer ses forces répressives et lui a rendu la tâche plus facile à gérer et à prédire. La plupart des gens qui pourraient avoir un intérêt dans les incendies de voitures ou autrement dans la révolte contre la société ne voient pas la Rigaer comme un point de référence évident, pas plus que la sous-culture sur laquelle elle repose. Probablement encore moins lorsque les gens commencent à dire qu'ils sont politisés, ou qu'incendier des voitures est un acte politique. Tant que le point de départ sera une chose à laquelle seulement quelques-uns pourront se référer, alors il restera un duel entre ces quelques-uns et l'État.
Cette escalade qui a eu lieue en Suède et au Danemark va probablement s'éteindre à mesure que la répression avance et se durcit. Elle va probablement se rallumer dans quelques mois, ou dans un an ? Et puis s'éteindre à nouveau. À moins d'essayer de l'étendre et de la renforcer avec nos propres actes, idées et aspirations de liberté. Ce n'est ni garanti de réussir ni voué à l'échec. Une chose est sûre, aussi longtemps qu'on restera des spectateurs et des commentateurs passifs, l'existence qu'on méprise si profondément nous sera garantie. Si nous avons des critiques envers la manière dont certains ont agi durant l'escalade des voitures brûlées, alors agissons en accord avec nos idées et montrons de cette façon ce que nous proposons et ce que ça signifie en pratique. Particulièrement si nous souhaitons autre chose de la part des autres rebelles. Une voiture appartenant à un prolétaire a été cramée et ça t'as dérangé ? Qu'est-ce qui te retient d'aller au bureau de SAAB, chez une compagnie de sécurité ou d'assurance ? Si tu penses qu'une voiture de flics était trop peu, veille à ce que davantage partent en fumée. Ce n'est pas par une ténacité passive que nos idées pourront se propager et leurs conséquences se multiplier, mais par l'action et par l'honnêteté cohérente avec nous-mêmes. Si nous voulons réaliser nos idées et nos rêves, alors nous devons les prendre et nous prendre nous-mêmes au sérieux. En interrogeant les traditions de lutte qui ne nous ont pas rapproché de nos rêves, mais plutôt de la société. En cherchant de l'inspiration partout où la révolte s'exprime et pas seulement là où les gens suivent des manuels politiques. Si nous partageons des idées, ça veut dire une hostilité permanente contre cette société. Ça veut dire s'exposer à des situations sociales inconfortables. Ça veut dire des risques. Comme le risque de perdre les privilèges qui te sont accordés par l'ordre que tu affirmes mépriser. Ça veut dire embrasser et être embrassé par l'inconnu et toutes les peurs qui l'accompagnent. Ça veut dire avoir confiance en soi et en ses capacités à rencontrer ce qui nous attend au-delà de la rupture avec la normalité. C'est quoi au juste qui t'a empêché de brûler une voiture ou de dresser des barricades dans les rues et d'attaquer les flics quand ils arrivent ? Peu importe ta réponse, elle n'est pas un obstacle pour trouver ta propre façon d'agir dans ce conflit.

Dans l'Inconnu

Nous voulons la liberté, et de notre point de vue elle est incompatible avec cette société, bon, avec toute société qui prive l'individu de son pouvoir et de son auto-détermination. Ainsi, la destruction de cette société, avec ses mécanismes autoritaires intrinsèques, nous est indispensable pour pouvoir usurper ce que nous voulons. Étant donné que notre point de départ est l'éternel présent - ni acculé dans l'impasse d'un déterminisme marxiste ni consommé par un futur investissement capitaliste de notre énergie et de nos rêves - et que nous voulons vivre l'anarchie maintenant, pas demain ou dans un an, mais maintenant, nos fins sont étroitement entrelacés avec nos actions. En d'autres mots : dans l'anarchie nous ne voulons pas négocier avec des autorités de toutes sortes mais les attaquer et dans le pire des cas nous défendre contre elles. Alors pourquoi négocier avec elles maintenant ? Dans l'anarchie nous ne voulons pas nous organiser en masses et poursuivre les politiques. Alors pourquoi le ferions-nous maintenant ? Particulièrement depuis que l'histoire nous enseigne que ça sert la survie de la société plutôt que les individus en lutte...
Nous voulons voir la révolte se propager sans leaders et sans lignes rigides et sclérosantes. Nous voulons propager nos révoltes et les voir devenir une insurrection ensemble avec d'autres individus assoiffés de liberté. Pour, dans la mesure du possible, pouvoir y parvenir, une extension du conflit qui nous attend est clairement nécessaire. Alors, comment une extension consciente de ce conflit peut-elle prendre forme ? Notre but n'est pas de pouvoir compter autant de membres que possible, dans une sorte d'organisation ou de mouvement, ni de mettre en avant quelques demandes en vue d'un changement ou d'être « suffisamment fort » pour pouvoir négocier avec ou pour le pouvoir. Nos objectifs sont, comme il a déjà été dit, aussi faciles qu'ils sont difficiles à réaliser - la liberté par la révolte contre ceux qui nous en privent. Donc ni le succès ni l'extension ne peuvent être mesurés par le nombre de participants à un soulèvement ou si les « gens normaux » sympathisent ou non avec nous, mais par la qualité de nos propres expériences, comment nos vies changent et où elles nous mènent. Si un million de personnes prennent la rue mais ne cherchent en

substance qu'un nouveau leadership, un nouveau guide, c'est en tous points une défaite. Mais si au bon moment j'attaque le bon objet, publie le bon texte - où « bon » est un terme relatif, qui peut être soutenu par des analyses claires des situations - ou si je noue de nouvelles relations de camaraderies ou si je rencontre de nouveaux compagnons, de nouveaux complices, et qu'ainsi de nouvelles possibilités s'ouvrent à moi et à d'autres pour prolonger, approfondir, renforcer et élargir l'importance de la révolte individuelle et partagée, alors je peux parler d'une réussite - avec moi-même et mon environnement comme référence. Donc dans ce cas, la manière la plus évidente d'entrer dans le conflit est d'abord et avant tout de prendre la rue nous-mêmes. Car qui sommes-nous pour parler de tout ça, sans avoir nos propres complicités pratiques ? Mais afin d'élargir l'espace pour nous, pour nos idées et révoltes, nous devrions aussi identifier les plus actifs des agents de la contre-insurrection et des profiteurs de cette situation, de même que les transformer en cibles évidentes. Les flics sont déjà évidents dans leur rôle mais pas SAAB qui les fournit en drones et autres équipements, ni les compagnies d'assurances, les compagnies de sécurité et les politiciens qui utilisent la situation pour renforcer leur pouvoir. Selon la zone dans laquelle tu vis, à coup sûr tu as tes structures autoritaires locales à identifier et à combattre, que ce soit un groupe de salafiste, une équipe de racistes fachos, une milice de quartier ou des travailleurs sociaux amoureux de la démocratie. Ça peut valoir la peine de les garder à l'esprit, avant de leur tomber dessus dans le feu de l'action. Toutes les compagnies mentionnées possèdent des bureaux nationaux dans chaque des plus grandes zones urbaines et elles ont, tout comme les politiciens, « des noms et des adresses ». Les désigner, les attaquer et expliquer avec nos propres mots pourquoi ça arrive c'est aussi rendre visibles les structures de la société et leur rapports avec notre existence de soumission. Ce qui pourrait contribuer à un caractère plus libertaire de la révolte. À peu près chaque ennemi que tu peux imaginer dans cette société dispose d'une voiture. Les nazis, les politiciens, les PDG, les flics, les juges, les matons, etc. La plupart ont une voiture et comme nous l'avons déjà dit : si le choix de quelqu'un pour une voiture à brûler t'as dérangé, il n'est pas difficile de reproduire cet acte de révolte avec un résultat qui enrichit ta vie.

Ceci n'est que rester à la surface des choses, une esquisse des possibilités qui ont à l'évidence été négligées par des compagnons. Néanmoins, c'est ici que nous voyons la possibilité, pour nous-mêmes et pour ceux avec qui on envisage de partager nos idées, d'agir et d'étendre ce conflit. Nous avons écrit ce texte pour appeler à ce que la révolte et sa propre capacité à agir soient prisent sérieusement. L'insurrection et le paysage social sont remplis de contradictions et il n'y a pas de simple recette pour mener avec succès une lutte contre le monde autoritaire ; nous devons simplement essayer. Mais le premier pas doit être de réaliser qu'il y a déjà des rebelles qui ont embrasé la torche de la révolte, qui ont créé une tension sociale où nous pouvons trouver des milliers de manières d'agir si nous le voulons. Non pas en tant que leaders qui doivent montrer la voie de la véritable insurrection anarchiste, mais en tant que complices dans la destruction de l'existant, avec nos propres idées, objectifs et actions. Dans ce saut dans l'inconnu nous n'avons aucune garantie de défaite ni de réussite, mais nous avons au moins cette possibilité, qui aujourd'hui est impossible : un monde sans autorités ni dirigeants. ...alors que le feu se propage !

« Nous détruirons en riant,
nous mettrons le feu en riant... »

Quelques insurrectionnalistes

Plusieurs adresses de compagnies de sécurité et d'assurance, à trouver sur :
sv.theanarchistlibrary.org/library/nagra-upprorsmakare-lat-elden-sprida-sig

Notes :

[1] Le texte *A few notes on media and repression* publié sur solidariteit.noblogs.org le 23 août 2016.

[2] https://sverigesradio.se/sida/avsnitt/786141?programid=2795 (Dans cette émission de radio spécifique, les médias ont été critiqués pour avoir donné une fausse image, et que l'expansion urbaine des incendies de voitures avait été exagérée voire alimentée par les reportages médiatiques. Cette critique est à l'égale des véritables reportages basés sur des statistiques et remplie de contradictions.)

[3] Afin de ne pas perdre l'attention, nous remettons une analyse plus approfondie à un autre moment, mais il y a bien assez d'informations notamment sur contrainfo.espiv.net pour quiconque veut creuser la question.



Qui a peur du terrorisme ?

...à propos de la militarisation, du terrorisme et d'un attentat raciste à Munich

Août 2016 - Allemagne

Le texte suivant qui est déjà sorti fin août et dont nous publions ici une version raccourcie, vise simplement à tenter de gagner quelque peu de clarté dans la turbulence des événements – suite à un attentat – quant aux faits qui se sont produits ainsi qu'aux évolutions qui ont suivi et se poursuivent. Il a été écrit sous l'impression que les médias et la population sont d'abord tombées dans l'hystérie de masse, pour ensuite avaliser les canons de la rhétorique anti-terroriste, sans ne serait-ce que replacer les événements dans leur contexte et parler du fait qu'en l'occurrence l'auteur était un fasciste tirant volontairement sur les personnes qui lui semblaient être immigrées. Alors que la peur latente du terrorisme atteignait un point culminant pour mieux se décharger, il a semblé plus approprié de taire que c'était, non pas un soldat de l'État islamique, mais un citoyen allemand raciste qui avait provoqué cette épidémie de panique. Une panique qui a été alimentée par des messages sur Twitter à propos de différents attentats supposés avoir lieu dans la ville toute entière, relayés par de braves citoyens, en fait incapables de distinguer les policiers en civil armés des „vrais terroristes". En effet, en très peu de temps toute la ville a réellement été occupée policièrement – une démonstration de force sans pareille – avec en parallèle l'injonction à rester chez soi. Une fois la „nuit de terreur" passée, l'heure est venue pour les politiques, qui ont sorti de leur poche des projets de loi déjà prêts et les mesures anti-terroristes les plus osées. Ce scénario, dans lequel l'attaque d'un raciste a servi à l'État de parfait et tant attendu prétexte pour emprunter une voie encore plus raciste et autoritaire et élever d'un cran supplémentaire son projet permanent de militarisation et de contrôle social, constitue le contexte que ce texte tente de traiter. Si nous ne voulons pas nous retrouver dans la situation honteuse d'avoir à nous avouer, comme beaucoup d'autres, que le cours des choses et les conflits existants seraient juste trop complexes pour pouvoir en faire quelque chose et de justifier ainsi un certain fatalisme passif, ou si nous refusons que le dégoût des circonstances actuelles nous pousse vers une attitude de distance cynique, il nous faut faire un minimum d'effort d'analyse. Une analyse destinée à démonter les différentes pièces des processus en cours et ainsi à comprendre sur quoi elles reposent fondamentalement, la fonction qu'elles ont, comment elles s'articulent et interagissent. Voilà, sans plus, ce que tente de faire ce texte. D'une part dans l'idée et dans l'espoir que ce démontage nourrisse une sensibilité anti-autoritaire, qui est généralement la première cible et la première victime de la logique de guerre, puisque celle-ci essaie en permanence de nous imposer sa logique – non seulement pour comprendre les conflits existants, mais aussi pour mener nos propres luttes. En effet, dès lors que les concepts de contre-attaque et de vengeance toujours en réaction nous privent du choix du terrain sur lequel nous voulons mener nos luttes, celui-ci se voyant dicté par la répression, il est indispensable de développer des initiatives de lutte qui déterminent elles-mêmes ce terrain. Si nous ne considérons pas seulement sur le papier la mise en place des nouvelles techniques anti-terroristes de gouvernement, mais que nous essayons de comprendre comment elles peuvent s'inscrire, maintenant et à l'avenir, comme des armes concrètes dans les conflictualités existantes et les événements en évolution, elles pourraient fournir une occasion pour intensifier encore nos interventions en cours ou pour en impulser de nouvelles. Même si les réalités changent, cela ne signifie pas que nos aspirations, tout comme nos ennemis soient soudain différents. Même si dans certains contextes le cercle de structures de domination poussant de manière guerrière vers plus de pouvoir semble se refermer – un cercle fait de nationalisme et d'esprit étatique, de religiosité et de militarisme –, cela ne signifie pas nécessairement qu'il faille attaquer le cercle en tant que tel pour interrompre le circuit, à petite comme à grande échelle. Cela veut dire que l'intervention est possible partout. En effet, développer une sensibilité anti-autoritaire ne signifie pas inventer le fil à couper le beurre, mais mettre le doigt là où ça fait mal et jeter de l'huile sur le feu, là où nous dévoilons la vulnérabilité de la domination et où nous pouvons donc explorer le potentiel de ruptures radicales avec celle-ci. Car si l'offensive de la domination nous place d'emblée sur la défensive ou si nous pensons ne pouvoir saisir sa complexité que de manière abstraite, c'est que le bouffonnement du pouvoir a déjà porté atteinte à notre capacité de conflit.

Dans ce sens, le texte peut être compris comme une question, que nous nous posons ici, dans notre contexte, au sein d'interventions et de conflits permanents et que des compagnons et compagnonnes se posent et doivent se poser aussi dans d'autres endroits ... en quoi la réalité des conflits qui constituent le terrain de nos interventions change-t-elle et dans quelle mesure devons nous modifier nos interventions en fonction de cela ? Où la militarisation croissante offre-t-elle des possibilités favorables d'intensifier nos attaques contre le monde de la domination ?

Ou, pour se le demander avec le texte et commencer par là :

(…) Qu'est-ce donc alors que cet antiterrorisme, comment prétendent-ils nous protéger, à travers quoi et de qui ?

Terreur de l'information

Dans la perspective des dominants, c'est-à-dire en tant que technique de gouvernement, l'anti-terrorisme signifie tout d'abord tenir largement en main les canaux d'information afin de pouvoir déterminer ce qui est appris et comment, en foncion de quoi on va éventuellement avoir peur ou chercher une protection. Quand une masse de gens bouleversés se voit confrontée à des événements face auxquels elle n'est pas sûre de comment réagir; un conseil direct reçu immédiatement par chacun fait l'effet d'un ordre auquel il faut obéir. Qu'il s'agisse de se réfugier à l'intérieur et de se cloîtrer chez soi pour abandonner les rues à la violence d'État, ou que ce soit l'appel à descendre en masse dans les rues pour manifester son soutien aux puissants en place contre quelque coup d'état manqué, le message bref pénètre profondément dans la psyché des spamés par le pouvoir étatique. Il y a là le potentiel pour un tout nouveau contrôle de masses humaines. Non seulement ces messages brefs sur les écrans des portables ou du métro nous expliquent quelle importance les événements auraient sur notre vie, marquant ainsi notre perception et nos peurs, mais en plus ce sont maintenant des consignes comportementales qui sont envoyées au peuple en temps réel. Si à une époque la famille allemande devait se retrouver à l'heure pile autour du récepteur du peuple, la radio ou la télé, pour écouter où se trouve l'ennemi, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, à présent des ordures du calibre d'un Hermann ou d'un De Maizière diffusent leurs plans de bataille en temps réel. La sonorisation intégrale et la présentation à leur sauce des événements permettent de créer un un ennemi tangible. Un ennemi susceptible de tous nous tuer et de nous frapper à tout instant, que nous devons craindre en permanence, et contre lequel seule la guerre de papa Etat peut faire quelque chose, et nous pouvons nous aussi, enfants citoyens empotés y apporter notre soutien en menant aussi notre petite guerre. Contre le terrorisme, pour la sécurité.

Terreur raciste

(…) Lorsque l'État prétend intensifier la protection et la défense de „son peuple", apparaissent clairement les clichés racistes quant à ce qui est considéré comme dangereux. Le fait que l'attentat de Munich ne soit absolument pas replacé dans le contexte de la vague d'attaques et de mobilisations racistes, des centaines d'incendies contre des camps de réfugiés et de la tradition allemande de groupes terroristes de droite, mais se voit uniquement présenté comme faisant partie d'une intensification prétendument accrue „de la terreur", montre dans quel sens souffle le vent. Dans une société où l'individu s'identifie à tel point avec le sol sous ses pieds et les frontières obtenues par les guerres qu'il pense devoir défendre ces frontières, les êtres qui y sont coincés, le salmigondis d'habitudes et de coutumes en partie communes ainsi que les profits économiques qui y sont produits, il n'est pas étonnant que les personnes qui y arrivent ou viennent s'y réfugier soient considérées comme un poids, comme un problème à résoudre, comme un corps étranger à intégrer – comme un danger. Conformément à cela, on profite de chaque occasion pour exiger une surveillance accrûe de ces inconnu-e-s, des expulsions en plus grand nombre et plus rapides, des frontières plus sûres, et en général pour délirer sur des restrictions plus strictes.(…)

A une époque, l'histoire de l'humanité a été violée par l'idée aussi perverse qu'abstraite d'un „corps populaire pur", par la représentation de différentes cultures se battant entre elles et de cultures dominantes imposées par les gouvernements – par l'invention brutale et bizarre de la Nation. Depuis, il faudrait défendre avec la plus grande violence cette idée étrange, ce Moloch de cultures nationales aux frontières clairement délimitées et aux aspirations impériales contre des millions de cultures en évolution constante et diffuse et contre les hommes et les femmes qui vagabondent ou migrent. Les mouvements fascistes qui gagnent en force en Europe, l'acceptation indifférente de la mort de masse en Méditerranée et la promulgation de lois comme celle qui vise à imposer la culture dominante (bavaroise) sont des signes clairs qui montrent que le nationalisme guerrier atteint un nouveau stade. Le concept de nation et d'Etat, comme ceux de religion dogmatique et de culture uniforme, offrent toujours un espace à des éléments fascistes et dictatoriaux, également utilisés pour le renforcement et au service du pouvoir démocratique.

Terreur militaire

En pleine fusillade à Munich, les „*Feldjäger*", c'est-à-dire la police militaire, se sont plus ou moins préparés à intervenir. Le terrain pour un débat sur une militarisation durable de la société a semblé idéal. Depuis, c'est l'intervention plus rapide de soldats armés à l'Intérieur qui se prépare, ce qui constituait un tabou depuis l'époque du national-socialisme. A cela viennent s'ajouter une nouvelle armada de procureurs et des policiers supplémentaires et mieux armés. La violence d'État augmente à toute allure, elle obtient de nouvelles prérogatives et de plus gros flingues, des commandos spéciaux sont aussi créés dans cette lutte contre le terrorisme. Cependant,

on peut se demander comment des soldats pourraient bien empêcher quelqu'un de se faire sauter l'air ou de défourailler sur une foule. Même en France, où ils sont à tous les coins de rue, la réalisation d'actes terroristes n'a pu en tant que telle ni être interrompue, ni évitée. C'est autre chose qui est en jeu avec la militarisation. Les puissants testent jusqu'où ils peuvent aller, dans la perspective d'établir leur propre violence dans la rue sans se heurter à une large résistance. Et c'est dans ce sens que nous nous trouvons peut-être à un tournant. Ceux qui effectuent des percées pour installer l'armée dans les rues en cas d'urgence, voire même maintenant déjà, expliquent cela par le fait que les tâches qu'elle aurait à accomplir ne seraient pas très différentes que sur des territoires de guerre – checkpoints, patrouilles, et disponibilité permanente à repousser des attaques. Ainsi, l'armée vient compléter la police, toutes deux exerçant des fonctions de maintien de l'ordre : par le contrôle du terrain par une présence permanente, l'occupation physique, la protection des frontières et des points sensibles, ainsi qu'avec le contrôle, la vérification et la surveillance des habitants. Ainsi se dévoilent l'essence militaire de l'ordre maintenu ici par la police et la guerre subtile qui se mène de manière latente. Cependant la différence essentielle est la suivante : la police a pour but la poursuite des ennemis de l'État, l'armée leur élimination. Un colonel n'a pas besoin de décision de justice pour donner à ses soldats l'ordre de tirer et les faire passer en tribunal de guerre s'ils s'y refusent. Lorsqu'un pilote de drone élimine à distance de prétendus terroristes au Pakistan ou en Afghanistan, le dommage collatéral humain est inclus. Un soldat ne contrôle pas les papiers de son ennemi et n'attend pas de mandat d'arrêt officiel pour se mettre à l'œuvre, non, il ne connaît que des amis ou des ennemis et braque son arme sur l'ennemi. Un policier, du moins en théorie, ne décide pas de ce qui est juste ou pas, cela relève du juge. Il ne devrait en fait n'agir que suite à des soupçons tangibles pour ensuite porter plainte contre des crimes et délits. L'armée n'a pas besoin de juges, la déclaration de guerre constitue la condamnation de l'ennemi et rend son anéantissement légitime. Mais qui est l'ennemi dans les rues allemandes ?

En Afghanistan, où l'armée allemande est stationnée depuis pas mal d'années, à intervalles réguliers ont lieu des attaques terroristes faisant de nombreux morts et qu'aucun soldat n'a pu arrêter, car les islamistes ne sont pas assez bêtes pour se montrer en tant que tels. L'intervention consiste bien plutôt dans des frappes aériennes ciblées, des attaques de drones, l'élimination préventive d'ennemis, le développement d'infrastructures étatiques et l'occupation permanente, dans le contrôle militaire du terrain. Voilà ce à quoi les soldats sont spécialement entraînés et s'ils interviennent dans un autre pays, par exemple ici, ils apporteront cette expérience et cette formation avec eux. Pour l'État, le sens à long terme de cette installation de l'armée dans les rues, est d'aller progressivement dans cette direction. Vers l'élimination précise et militaire d'ennemis intérieurs dans des situations de menaces concrètes, telles que des attaques terroristes ou des soulèvements par exemple.

Depuis maintenant plus d'une quinzaine d'années, la guerre contre le terrorisme signifie des milliers de morts indiscriminées à cause des bombes, des mines et des canons, la liquidation incessante d'ennemis, ainsi que le réarmement militaire permanent. Ce qui revient à présent sous la forme de la „terreur" c'est la réponse à la guerre selon la même logique et avec des moyens similaires. A l'heure actuelle, avec les „réalisations" civilisatrices de l'incessante militarisation et le progrès technologique, rien n'est plus facile, que d'assassiner des douzaines de personnes avec les moyens les plus primitifs. Pourquoi des personnes– pleines d'humiliation et d'exclusion sociale, confrontées en permanence à la guerre et à la mort, en quête de pouvoir, de revanche et de sacrifice – n'auraient-elles pas recours aux armes alentours pour tirer tout aussi aveuglément dans la masse de l' „ennemi" ?

L'acte terroriste fondamental c'est l'invention d'un dieu, d'une cause sacrée, à laquelle il faut se soumettre entièrement, le reste en est la conséquence logique. Et tant que la foi dans ces dieux ne sera pas détruite, le cercle vicieux des guerres de religion ne pourra être brisé. Peu importe que le dieu des soldats soit un vote sacré permettant une majorité et un pouvoir démocratique et légitimant l'oppression de la minorité, ou qu'il s'agisse d'une interprétation autoritaire d'écrits vieux de milliers d'années justifiant de tuer toutes celles et ceux qui ne la partage pas. Peu importe que ce soit la foi dans le progrès technologique, dans la satisfaction par l'accumulation de marchandises venues des temples de la consommation ou encore de la foi dans la division de l'humanité en „races" supérieures ou inférieures – toute foi dans l'autorité porte en elle l'idée de guerre totale.

Terreur préventive

Tandis que nous assistons au renforcement massif des forces de police et militaires et qu'on tente de nous habituer à la vue de chiens de l'Etat cagoulés et lourdement armés, quelques petites choses sont aussi planifiées en matière de prévention. La prévention, cela veut dire frapper sans qu'il soit possible de penser à se défendre. La parfaite surveillance des frontières, de la population et des esprits vise à détecter les indésirables et les personnes éventuellement dangereuses pour les enfermer et les empêcher de nuire. Le cadre pour ce virage autoritaire peut être fourni par une „crise", un état d'exception ou un prétendu état d'urgence, qui n'est bientôt plus une exception mais la normalité. Ce que la coopération internationale des flics et soldats, avec en plus l'aide de la technologie, permet aux frontières et dans les rues, c'est à dire une surveillance qui se veut totale, la police de la pensée s'en charge dans le domaine des idées – avec les services secrets intérieurs et extérieurs. Ce derniers sont aussi massivement étendus sous tous les points de vue, ils peuvent avoir recours

à la conservation des données et exigent de la population qu'elle indique les personnes suspectes. En France, le fait de ne pas avoir de portable peut par exemple déjà constituer un élément de soupçon pour la police, car cela pourrait signifier que l'on veut soustraire au contrôle pour préparer un acte criminel. Promues par de nouvelles lois destinées à empêcher l'anonymat à tous les niveaux, aussi bien au téléphone que sur internet et s'appuyant sur des paragraphes légaux fouineurs qui justifient l'observation et la surveillance par la police fédérale sans délit concret mais juste sur la base de soupçons de préparatifs criminels, d'énormes banques de données sont constituées, incluant la catégorie de disposition d'esprit. Les fondements existent pour un tri interdisant et poursuivant certaines idées, punissant la proximité avec des groupes définis comme extrémistes ou des personnes qualifiées de criminels organisés et interdisant l'expression publique ou le soutien à des idées qualifiées de criminelles ou relatives à certains groupes. En France par exemple, le fait de consulter des „sites internet terroristes " peut déjà être puni de deux ans de prison. Dans le même temps, on expérimente aussi le répertoire punitif qui prévoit déjà l'enfermement préventif, des contraintes telles que l'obligation de pointer chez les flics, le port du bracelet électronique ou encore, en cas de pathologisation, c'est-à-dire de diagnostics de folie ou de maladie, le recours aux paragraphes nazis sur la rétention de sûreté appliquée en psychiatrie ou en détention « normale », soit un enfermement à perpétuité en centre médico-légal ou en taule. Ce qui est actuellement expérimenté à tâtons sur des islamistes ou des partisans du PKK, touchera à l'avenir d'autres personnes encore désignées comme extrémistes idéologiques, y compris des anti-autoritaires. Dans une perspective critique de la domination, la question n'est pas de savoir si ce tri préventif que permet la technologie va se réaliser, mais quand. Et si des autoritaires étendent leur pouvoir, ils l'utiliseront aussi.

Ce qui est déjà mis en pratique avec les migrant-e-s, à savoir l'internement préventif de masse dans des camps et des prisons aux et à l'intérieur des frontières de l'Europe, ainsi que le tri spécifique selon les nationalités par exemple, peut laisser penser que la logique de fond concentrationnaire pourrait bien, avec un virage à droite continu en Europe, toucher aussi d'autres sujets de menace comme par exemple des islamistes ou des anarchistes, d'ailleurs cela a déjà été proposé en France. Le rôle qu'a joué la continuité de lois d'urgence ou d'exception dans la préparation de la prise de pouvoir de fascistes et dans l'écrasement de mouvements anti-autoritaires est évident. Si en 1968 la promulgation des lois d'urgence n'a pu être empêchée en Allemagne, une révolte de la jeunesse et des étudiant-e-s a tout au moins permis de les alléger considérablement. Aujourd'hui, le discours public semble se jouer entre des mesure de réarmement conservatrices et des appels fascistes au contrôle total et à la toute puissance étatique. Un défi anti-autoritaire ne peut s'y retrouver et ne se placer d'aucun côté sur le champ de bataille mis en scène dans la guerre des démocrates contre les terroristes. Il ne peut s'agir que d'attaquer sans merci la mise en scène, puisqu'elle dissimule que la liberté n'est qu'une pâle mascarade, du fard aux joues des acteurs forcenés.

What's next?

Il ne s'agit pas pour les Etats de la défense de notre liberté, mais bien plutôt d'un combat pour le pouvoir. Une lutte pour le pouvoir dans un ordre étatique international qui ne soucie plus guère de maintenir une farce démocratique, puisque que sa quête de contrôle total l'amène à piétiner n'importe quel droit démocratique à l'intégrité personnelle de pensées et aux relations intimes et puisqu'il déclare la guerre à l'énoncé d'idées en tant que tel. Une lutte de pouvoir avec des guerriers religieux fanatiques, aux yeux desquels n'importe quel larbin est bon pour étendre leur nom, dès lors qu'il est prêt à sacrifier sa vie. Même si la meute raciste et les islamistes se retrouvent de deux côtés différents, ils n'en partagent pas moins des représentations fascistes du combat des cultures et tous aspirent à des modèles de société réactionnaires, quoique le discours raciste se développe ici sur une toute autre base massive. Il est sûr en tout cas qu'on ne peut se fier à l'État pour les combattre et que leur prise du pouvoir signifierait pour nous une mort certaine ou une vie en cavale. Néanmoins, un projet révolutionnaire ne se dirige pas contre le „plus grand mal", défendant par là même le moins pire, mais au contraire critique et attaque la domination sous toutes ses formes.
L'État, dont le blabla sur la prévention va si manifestement dans le sens de la destruction des moindres et maigres restes de liberté, qui répond à la sélection selon la religion ou la „race" par la sélection selon l'origine ou les idées, qui réagit à un attentat suicide par la guerre, à la bombe artisanale par des milliers de soldats, à la vulgaire propagande de guerre par une propagande de guerre plus vulgaire encore et qui généralise le réarmement et le contrôle, cet Etat est notre ennemi, tout comme l'est n'importe quel Etat, puisque tout Etat cherche en permanence le maintien et l'extension de son pouvoir. Ces rapports violents engendrent de la violence et la brutalité, la militarisation de l'existant n'en produiront que plus encore. Dans ce sens, l'appétit de spectacle, la perte profonde de contenu et les fantasmes de violence autoritaires qui apparaissent clairement dans les attentats islamistes ne sont qu'un reflet de la réalité guerrière.

Alors, comment pouvons-nous donc briser cette logique de guerre, si elle englobe tout ? Comment pouvons-nous développer une tension utopique dans nos luttes, si les concepts de l'existant contaminent notre pensée et notre agir ? Comment pouvons-nous bouleverser fondamentalement ces rapports sociaux brutaux, plutôt que de faire un faux choix entre le Bien et le Mal dans le cadre des structures en place ?
Autant de questions qui ne peuvent se traiter de manière abstraite.

Si nous nous trouvons réellement à un tournant, c'est aussi un début. Et chaque changement est un point de départ pour nous, dans nos relations et dans nos luttes. Nous ne pouvons parler de grands changements qu'en faisant évoluer nos projets et nos luttes, ici et maintenant, en ne nous laissant pas endurcir par les circonstances et en affirmant notre capacité à la solidarité et à l'empathie. Au lieu de nous laisser dicter nos esprits et nos combats par la domination, peuplée de fantômes, nous devons trouver nous-mêmes les responsables de la misère environnante et de son maintien. Cette confrontation avec la réalité signifie aussi se confronter à nous-mêmes, à nos passions et à nos peurs. Si la peur est aussi l'incertitude face à l'inconnu, la peur d'une incertitude dont nous ne pouvons prendre la mesure, alors nous avons toutes et tous des peurs. Des peurs qui ne sont pas une faiblesse, mais un défi. En effet la terreur qui règne le plus socialement est la peur globale d'avoir d'un coup sa vie entre ses mains et de devoir se débrouiller seul-e – de se retrouver seul-e responsable de soi et de sa vie. A partir du moment où nous trouvons une manière de gérer cette peur et où nous apprenons à assumer cette responsabilité, nous n'avons pas besoin de soldats pour nous protéger, de curés pour nous bénir et de frontières qui nous encagent. Et peu importe si le respect des ordres et la soldatesque, si les maisons de dieu et les parlements sont démocratiques, religieux ou même révolutionnaires, tous ne promeuvent que le principe de croyance en l'autorité. Cette mentalité de troupeau ayant foi en l'autorité, qui remplace progressivement nos coeurs et nos esprits par un néant, qui tente d'empêcher tout imaginaire en dehors de la désolation en place et qui prétend faire pénétrer la logique de guerre jusque dans nos têtes. Briser le militarisme dominant, l'uniformisation et la technologisation de la société passe par affirmer notre sauvagerie et notre joie de vivre : par chasser les uniformes des rues et des places, par nous approprier la ville, en détruisant ses câbles et ses instruments de contrôle, en portant le conflit contre l'existant dans les têtes, les coeurs et jusqu'aux portes de nos ennemis, et par l'affirmation, dans la solidarité et l'empathie entre combats et combattant-e-s, de nos perspectives et de nos projets, qui nous emmènent au-delà de la logique de guerre.

Pour que la peur change de camp !



Jamais en rang, jamais à genoux ! A bas toutes les armées !

Septembre 2016 - France

Le 16 novembre dernier à Simiane (5000 habitants, située entre Aix-en-Provence et Marseille), près de 180 militaires de la Légion étrangère ont envahi la ville. Dans cet exercice « grandeur nature », les assassins professionnels simulaient une intervention de l'armée pour reprendre le contrôle de la région, tenue par des « émeutiers » et des « pillards » suite à l'assassinat d'un leader politique pendant la prochaine élection présidentielle (avril/mai 2017). Ils ont tiré à balles à blanc contre des adversaires équipés de grenades d'entraînement et d'airsoft (joués par des officiers de réserves ou des retraités de l'armée).

Il est clair depuis plusieurs années maintenant, que l'armée se prépare, en France comme ailleurs en Europe, à intervenir à l'intérieur des frontières contre des révoltes ou des insurrections. L'Etat a pris prétexte des derniers attentats pour rééquiper plus largement une grande partie de ses larbins et habituer une population ravie à leur lourde présence au quotidien. En plus des patrouilles mobiles de militaires dans les rues, ce sont ainsi les polices municipales de nombreuses villes qui ont été dotées de 4000 révolvers 357 magnum depuis avril 2015 ; les vigiles de la SNCF, de la RATP (transports parisiens) ou les gardes champêtres qui peuvent patrouiller en civil armés de pistolets semi-automatiques 9 mm depuis septembre 2016 ; ou encore les CRS (unité de police anti-manifestations) qui disposent désormais de fusils d'assaut militaires HKG36 depuis avril 2016, pour s'en servir en cas d'émeutes urbaines.

Ce ne sont bien sûr là que quelques exemples plus visibles de cette anticipation à restaurer l'ordre sanglant de l'Etat et du capitalisme, qui se déroule sur fond de conflictualité sociale et de restructurations économiques toujours plus drastiques. Si on sait depuis longtemps qu'ils sont en permanence disposés à maintenir leur paix de cimetière à tout prix, à l'extérieur comme à l'intérieur des frontières, il nous semble aussi que les périodes d'instabilité et de restructurations peuvent être intéressantes en terme d'agitation pour ouvrir quelques brèches dans le consensus et porter une critique pratique à même de perturber et désorganiser au mieux leurs nouveaux dispositifs. A Marseille par exemple, qui vient d'être choisie comme base de la 3e division division de l'armée de terre (25 000 militaires) dans le cadre de son programme de modernisation dont l'un des objectifs est de « s'adapter au combat de mouvement, y compris en milieu urbain », les compagnons ont commencé une agitation locale contre ces redéploiements. On trouvera ci-dessous un article tiré du journal anarchiste « Du pain sur la planche *» n°4, de septembre 2016…*

L'atmosphère est réellement irrespirable ces temps-ci : comme des vagues tempétueuses qui remuent la vase, les sommations à se mettre au garde-à-vous derrière le drapeau national se succèdent. État d'urgence prolongé de mois en mois, durcissement continu du code pénal, pouvoirs sans cesse élargis de la police, perquisitions à tout-va et assignations à résidence distribuées à la pelle…

L'État, qui multiplie depuis des années ses interventions dans les guerres et les conflits aux quatre coins du monde (Afghanistan, Liban, Côte d'Ivoire, Centrafrique, Libye, Mali, Irak, Syrie…), à chaque fois pour consolider des positions jugées stratégiques et accompagner des logiques d'exploitation et de pillage des territoires, étend sa rhétorique et son arsenal de guerre ici même, au prétexte de la lutte « anti-terroriste » et de la chasse à l'« ennemi intérieur ».

Voilà donc que l'armée se réorganise autour d'un plan dénommé « Au contact », tout un programme… L'objectif affiché est de « faire face à une menace plus dure, plus diffuse, plus proche », mais aussi de « s'adapter au combat de mouvement, y compris en milieu urbain ». En d'autres termes, se déployer sur le territoire français, défini officiellement comme un terrain de guerre. L'État a lancé fin 2014 un programme appelé « Scorpion », afin de moderniser et d'optimiser ses capacités d'intervention militaire, tout en les rendant plus « souples » et « réactives ». Ces plans viennent confirmer les perspectives développées depuis plusieurs années au sein de l'OTAN, tablant sur l'utilisation des armées dans des opérations de maintien de l'ordre de type contre-insurrectionnelles.

Le gros de l'armée de terre va désormais s'organiser autour de deux nouvelles divisions : la première et la troisième, dont les commandements sont respectivement basés à Besançon et à Marseille, représentant 25 000 militaires chacune, réparti-es en régiments. Hourra ! Hourra !, « Marseille redevient une place militaire de premier rang », « une véritable métropole militaire est née », s'écrie toute la fine fleur des passionné-es du militarisme, rédacteurs et journalistes aux ordres, celles et ceux qui déblayent le terrain avant que les bottes y prennent place. Ces larbin-es du pouvoir assurent même un rôle d'agence de pub pour les différentes campagnes de recrutement, avec ces derniers mois des appels renouvelés à s'engager dans la réserve opérationnelle, pour porter ses effectifs de 24 000 à 40 000. Avec la réserve et, à terme, la Garde nationale*, c'est un pas de plus qui est franchi dans le processus de militarisation de la société : il ne s'agit plus des recrutements habituels pour stabiliser les effectifs d'une armée dite « de métier », mais bien de mettre en ordre de marche, de manière durable et intensive, une véritable offensive nationaliste et autoritaire. Non content d'exiger de chacun-e toujours plus de soumission, et de pousser les « citoyen-nes » à agir en auxiliaires de police (pensons aux Voisin-es Vigilant-es par exemple), l'État invite désormais les plus zélé-es à revêtir directement l'uniforme. Pour ne rien gâcher, les différents supports de propagande mettent en avant l'idée de transposer dans les entreprises, donc au service de l'exploitation capitaliste, tout l'esprit militaire que les réservistes acquerront au cours de leur formation.

Le 20 juin dernier, c'est tout un gratin de politiques, de soldat-es, d'officier-es et des mange-merde de la presse, 1400 personnes au total, qui se pavanait sur les pelouses du jardin du Pharo pour officialiser la création de la 3ème division, dont le quartier-général est installé au quartier Rendu à Sainte-Marguerite dans le 9ème arrondissement.

Marseille, « métropole militaire » ? Mis à part tout le bruit fait autour de l'événement, celui-ci marque une étape supplémentaire dans le déploiement des uniformes, présents en masse depuis longtemps dans cette ville, à travers d'innombrables casernes et anciens forts militaires, le centre EPIDE** dans le 15ème arrondissement, le quartier de la Légion étrangère à Maldormé, les patrouilles de Vigipirate et de Sentinelle, dont les effectifs ont quasi-doublé après la tuerie de Nice. En réalité, c'est toute la région qui est saturée et en grande partie organisée autour de structures consacrées à la guerre : base aérienne à Istres, camps d'entraînement de Carpiagne et de Canjuers (le plus grand d'Europe, situé au nord de Draguignan), bases de Miramas, Nîmes, Hyères et de Fréjus, base navale de Toulon, et on en passe. Des structures qui sont souvent reliées par des moyens de transport spécifiques (voies ferrées, plate-formes portuaires, gares et routes spéciales) pour acheminer soldat-es et matériel.

Les soldat-es viennent resserrer les mailles du contrôle étatique, que ce soit pour verrouiller les frontières (entre Menton et Vintimille par exemple), ou au sein des métropoles, dans les rues et les gares, en complément des flics et autres vigiles, pour rendre plus compliquées certaines insoumissions quotidiennes (vols en magasins, fraudes…), et dissuader les velléités de révolte.

La guerre des puissant-es ne fait pas que des morts civils par centaines et par milliers, elle n'est pas qu'une machine à écraser les individus et de mise au pas des populations sous le sceau de l'autorité et de la hiérarchie, elle est aussi une manne économique énorme pour nombre d'entreprises de production d'équipements, de systèmes de renseignement et d'armement. Nous n'en citeront que quelques-unes ici : Bull, Nexter, Renault Truck Defense, Dassault, Thalès, le tout sous l'égide de la DGA (délégation générale à l'armement). Rappelons au passage que ces charognard-es comptent sur une myriade de sous-traitants pour arriver à leurs fins, et que cette production serait impossible sans tous les laboratoires de recherche (privée comme publique) qui perfectionnent les outils de mort.

L'armée prévoit déjà un « gigantesque salon militaire » l'an prochain à Marseille, « afin de marquer les esprits » et de « conforter le lien armée-nation ». Bloquer, perturber, empêcher concrètement cette parade qui vise tant le recrutement que la propagande, est une idée qui vient immédiatement à celles et ceux qui refusent obstinément d'être enrégimenté-es.

Pas question de suivre au pas leurs marches militaires morbides qui annoncent et alimentent autant de massacres que de soumission. Quand la sale ombre des képis s'étend, et que la mode du kaki devient virale, saboter en mots et en actes, dans la rue, avec entrain et imagination, tout cet immonde effort de guerre pourrait aussi être un terrain fertile pour propager nos désirs d'une liberté démesurée, sans nations ni États, sans limites et sans frontières.

Notes :

* La Garde nationale serait constituée de toutes les réserves des forces de police, de gendarmes et de militaires, comprenant agents à la retraite et volontaires civils, soit 200 000 personnes en tout. A titre d'exemple, la garde nationale américaine a été déployée aussi bien dans des guerres « extérieures », que pour mater des révoltes, comme celle de Ferguson en 2014.

** Les centres Epide (pour Établissement Pour l'Insertion Dans l'Emploi) sont des sortes de maison de redressement que le pouvoir a créées pour y placer des « jeunes volontaires » (sic) susceptibles de trop développer leur allergie au travail, à la discipline scolaire et à l'obéissance. D'où un régime basé sur le port de l'uniforme, des horaires stricts et un encadrement en mode militaire. Le passage dans ces centres est censé déboucher sur un emploi ou une formation, en partenariat avec Pôle emploi.



Entretien avec des anarchistes de Den Haag

Décembre 2016 - Pays-Bas

Une discussion avec deux compagnons anarchistes de La Haye, NL, un aperçu du contexte, des luttes et des projets de quelques anarchistes qui y vivent. Nous avons choisi de transcrire cette interview afin de mieux comprendre le parcours, les circonstances et les moments de révolte particuliers qui ont façonné l'expérience de ces compagnons.

***

Parlez-moi de la ville en elle-même…

A – La Haye est une ville de cinq ou six-cent-mille habitants, où on trouve à la fois des quartiers pauvres, comme le Schilderswijk, quartier le plus pauvre des Pays-Bas, et les plus importantes institutions de justice de l'Union européenne. La devise de la ville, c'est « Paix et Justice ».
C'est aussi le lieu d'implantation des plus importantes institutions militaires, de renseignement et de justice de l'UE… Europol, centres de sommets internationaux, tribunaux internationaux, ambassades…

B – Il y a aussi une zone internationale, protégée par HSD, The Hague Security Delta, c'est pas juste pour l'État, mais aussi pour les entreprises, ça attire des entreprises, du capital.
Cette ville a complètement changé en 15 ans, un responsable, d'un jour à l'autre, a décidé d'appuyer sur le bouton… et tout a changé, les dizaines de squats ont été expulsés, ça a été nettoyé, l'espace a été pris pour le nouveau rôle international de la ville…

Vous avez mentionné plus tôt le Schilderswijk, ce quartier est assez connu, mais on en entend principalement parler à travers les médias mainstream, est-ce que vous pouvez en parler un peu, nous parler de votre point de vue et du type de présence que vous y maintenez ?

A – Le Schilderswijk est densément peuplé et est situé au centre de la ville. C'est un quartier d'ouvriers migrants… La différence est assez impressionnante, ça change complètement quand tu passes d'une rue à une autre… Deux mondes opposés qui vivent l'un à côté de l'autre… Il y a quelques années, ce quartier en particulier a été frappé par de nombreuses mesures d'austérité, et bon nombre des lieux culturels publics ont été fermés, comme les bibliothèques ou les centres sociaux et en même temps, une politique de tolérance zéro a été appliquée dans la zone, avec l'installation de nombreuses caméras et des contrôles de police fréquents.

B – Une routine d'arrestation et de fouilles très intense. Au début, c'était un test… La police arrêtait les trams, faisait descendre tout le monde, genre 100 personnes, et trouvait par exemple un couteau, ils se sont servi de ce genre de prétexte pour justifier la mesure, et ils en ont fait une routine permanente… Ça a très certainement contribué à la montée de la tension dans le quartier, avec des jeunes qui se font arrêter plusieurs fois par jour.

A – Oui, une construction constante de la frustration…

Pourriez-vous parler du rôle de la religion dans le quartier ? Diriez-vous qu'avec la disparition de nombreuses infrastructures sociales, certaines institutions religieuses ont tenté de combler le vide ?

A – Des structures religieuses ont toujours été présentes, mais j'ai le sentiment qu'aujourd'hui, une bonne part de la jeunesse n'y va pas… Ou juste une toute petite partie.

B – Ces structures ont très envie d'être en bons termes avec les autorités de la ville.

A – Ce quartier a toujours eu une mauvaise réputation, mais c'est surtout dû aux journalistes, comme ce « Trouw », qui a écrit il y a 3 ou 4 ans un article pour dire que c'est dans ce quartier que se trouve le triangle de la sharia des Pays-Bas – un nom qui vient de trois maisons qui étaient apparemment des soutiens de Daesh. À l'époque, il a écrit plein d'articles, « enquêtant » sur le fondamentalisme religieux. Mais un peu plus tard, certains de ses collègues ont fait une contre-enquête sur ses sources et ses théories, et il est apparu que c'était juste un tas de mensonges. Du genre : les gens qu'il avait soi-disant interviewés n'existaient pas, etc., mais à ce moment-là, le mal était fait, la réputation était bien ancrée.

Mais je me souviens avoir lu quelque chose à propos de deux manifestations pro-Daesh dans le quartier…

A – Oui, il y en a eu deux, mais ça a aussi été vachement déformé par les médias. Faut le voir comme ça… Le truc à propos de ce quartier, c'est qu'en général y a beaucoup de gens dans la rue, qui sont curieux de ce qui peut se passer dans la rue. Comme quand quelqu'un se fait arrêter ou quand y a un accident… Il devait y avoir environ vingt personnes pour la manifestation, avec plein de spectateurs autour. À partir de ça, les journaux ont créé quelque chose

de beaucoup plus gros que ce qui s'est passé en réalité… Selon le récit, « les spectateurs étaient musulmans, ou ressemblaient à des musulmans, du coup ils doivent bien soutenir Daesh »… La police, évidemment, a très bien utilisé tout ça, pour pousser le contrôle et la répression.

B – … Pendant ces années, on était très présents dans ce quartier, surtout pour parler de racisme et de violence policière, en distribuant des tracts et des brochures, en collant des affiches… Mais aussi en parlant aux gens, avoir juste plein de discussions, apprendre à se connaître. [Les flics] ont essayé de rendre les manifestations plus compliquées dans le but précis de casser ces relations qu'on créait entre les anarchistes et les antifascistes et les gens du quartier qui étaient curieux de nos idées, qui voulaient nous soutenir, qui voulaient agir avec nous…

A – En 2013, on parlait toujours principalement de racisme et de violence policière, ou au moins ce sont les bases sur lesquelles on commençait à avoir des discussions avec les gens… Écouter leurs histoires et partager nos points de vue…
… Assez vite on a commencé à organiser des manifestations, pour ne plus faire que parler avec les gens, mais aussi agir ensemble. C'était aussi le moment où la police a commencé à nous remarquer, ils nous suivaient, contrôlaient nos identités. Surtout quand on parlait avec les gens des associations du quartier, les flics les approchaient directement, les menaçant de fermer leurs lieux s'ils gardaient pas leurs distances avec nous. Mais les gens venaient vers nous pour nous dire ce qui se passait.

B – Mais certains le faisaient pas. Y a cette histoire d'une maison de quartier qui recevait 15.000 euros de subsides par an, après avoir été voir la municipalité et avoir pris publiquement le parti de la police, leurs subsides sont passés à 170.000 euros.

A – Ouais, généralement ça faisait peur aux gens, mais la plupart des gens nous fermaient pas la porte au nez, ils venaient toujours aux manifestations qu'on organisait, et ils étaient vraiment vénères avec le chantage des flics.

B – Mais envers nous, le harcèlement policier a continué, assez fort, ils enlevaient toutes nos affiches, ils nous arrêtaient quand on tractait au marché… Mais en vérité, dans ce quartier, la rage contre la police montait. Ça, c'est toujours en 2013-2014.

Vous avez dit plus tôt que vous parliez surtout de la violence raciste de la police avec les gens, est-ce que l'agitation que vous avez menée là-bas est restée focalisée sur ces sujets ou est-ce que vous l'avez étendue à une critique plus ample ?

A – À travers toutes ces expériences et quand on a vu que la police et le maire cherchaient très activement à acheter les gens et qu'ils les menaçaient, et quand on a vu comment les gens réagissaient, on a pu aussi mieux voir comment tout ce pouvoir est en jeu, les opportunistes, les médiateurs, les pacificateurs, les collaborateurs, etc.

B – Du coup on a commencé à parler de ça, en élargissant notre critique contre toutes les formes de pouvoir, en parlant du système qui en a besoin, etc. On voulait faire de l'agitation sur la manière dont toutes ces formes de pouvoir se servent de ces gens, et proposer nos idées sur l'auto-organisation, l'action directe et la lutte.

Quel genre de propositions concrètes faisiez-vous ?

A – À ce moment-là, on organisait régulièrement des manifestations anti-police, auxquelles beaucoup de gens du quartier venaient : on a commencé avec moins de 100 personnes, et à la dernière on était 250.

B – C'était important pour nous, parce que c'était une manière de s'organiser avec les gens, de pas juste parler, mais aussi d'agir et de trouver des modes d'auto-organisation, proposer des manières de faire quelque chose de la rage et aussi de montrer que ça peut se faire en dehors des cadres institutionnels.

A – C'était assez bien, parce que les gens en avaient marre et quand tu parlais de manifs, ils venaient vraiment… Je veux dire tant que c'était dans leur quartier, ils vont pas non plus quitter leur quartier… haha

Et pourquoi ces manifestations ont cessé ?

A – Après les manifestations pro-Daesh, et après une manifestation anti-Daesh par des fascistes, ils ont interdit les manifs dans le Schilderswijk. C'était en 2014.

B – Mais c'était assez clair que l'État avait un plan, ils ont permis qu'un groupe d'extrême droite avec un discours anti-islamiste fort manifeste dans le Schilderswijk, alors qu'ils savaient que ça créerait des problèmes… et puis ils ont immédiatement instauré l'interdiction… c'était l'excuse parfaite…

A – Du coup on a plus manifesté, mais on a continué à agiter, on a gardé nos contacts…

B – Ce qui a aussi joué un grand rôle pendant les jours de révolte, le fait que les gens nous connaissent, nous reconnaissent…

Du coup, la révolte…

A – Mitch Heriquez a été étranglé et tué en juin 2015 par les flics pendant un festival dans le quartier, y avait plein de gens autour donc tout le monde filmait…

B – On pensait pas qu'il y aurait une révolte comme ça… Ça a montré que, même ici en Hollande, une situation de conflit et de rage peut exister, spontanément… On arrête pas de nous dire que c'est un pays super pacifié et au final on y croit… Mais aucun d'entre nous ne s'attendait à ça…

Comment croyez-vous que votre présence dans le quartier a pu jouer un rôle pendant cette révolte ?

A – On était capables de comprendre le quartier… Pendant ces années, on pouvait sentir que la tension montait, je dirais qu'on avait une petite influence là-dessus, mais c'est impossible à mesurer… Répéter encore et encore que c'est aux gens eux-mêmes de se révolter…

B – On était là de manière constante, pendant des années, quelque chose de nouveau aussi pour nous, un focus, une consistance… Mais ça nous a beaucoup apporté, une capacité de comprendre quelque chose profondément, ce qui est en jeu, un projet à long terme… Pour notre propre développement, ça a été crucial, un processus d'apprentissage… Avec en plus le fait qu'au bout du compte les gens se sont révoltés pendant quelques jours, et qu'on a pu vivre ces moments ensemble…

Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur la manière dont vous et vos compagnons avez vécu ces journées ?

A – On a reçu un message de la mère d'un ami à nous, elle vient d'Aruba [comme Mitch Henriquez], elle nous a envoyé un lien vers un site d'info d'Aruba qui parlait de ce qui s'était passé dans notre ville, que quelqu'un avait été assassiné par la police… Les médias, ici, n'en parlaient pas du tout… Du coup on a traduit l'article et on a ajouté nos idées et notre critique. Ensuite on a cherché plus d'informations sur les réseaux sociaux et on a trouvé pas mal de vidéos de témoins, on a mis ces vidéos sur YouTube. Ce jour-là des centaines de personnes ont visité notre site internet… Un peu plus que d'habitude, quoi… haha… Et puis les médias mainstream hollandais ont repris l'information.

B – Alors le ministère public a sorti un communiqué qui disait qu'il [Mitch Henriquez] était juste malade, et les gens se sont vraiment énervés, parce que c'était clair dans la vidéo qu'il était mort…

A – Il faut se souvenir qu'en 2012, la police avait déjà failli tuer un garçon de 17 ans dans la gare, en lui tirant dans le cou alors qu'il s'enfuyait… la police avait fortement réprimé la situation, en matraquant même les gens présents aux veillées et aux cérémonies de commémoration, des jeunes gamins, ses amis… Les gens s'en souvenaient encore et ils étaient encore vénères.

B – Mais, oui, avec Mitch Henriquez, les gens ont directement annoncé une manifestation en face du commissariat principal dans le Schilderswijk, qui est un peu le symbole du racisme et de la brutalité policière… Vers 17 h cet après-midi-là, il y avait plus de 1000 personnes devant. Il y avait toutes sortes de gens, des gens du quartier ou d'autres quartiers pauvres, des gangs de motards, des anarchistes, des activistes Black Lives Matters…

A – Et puis les gens ont envahi le commissariat, les flics antiémeutes sont sortis et les gens ont immédiatement forcé l'accès vers la rue, et les pierres ont commencé à pleuvoir… Cet affrontement a duré jusqu'à 4 h du matin…

Est-ce que c'est resté juste en face du commissariat ?

B – Ça s'est étendu à d'autres parties du quartier… Les attaques contre la police ont duré des heures… Ils étaient pas vraiment préparés pour cette situation… C'était vraiment chaotique… Mais y a beaucoup de petites ruelles dans le quartier qui permettent aux gens de bouger très facilement… ils s'en sont servi assez bien pendant la révolte, très peu de gens se sont fait arrêter à ce moment-là.

A – Le lendemain, les rues étaient très tendues, tu pouvais le sentir dans l'air, et à la tombée du jour y a eu de nouveau plein d'attaques contre la police, et des feux partout.

B – … Mais un peu moins que le jour précédent…

A – … Le troisième jour, la police a avoué avoir menti dans son communiqué [qui disait que M. H. était juste tombé malade]. Ça a fait l'effet d'une autre étincelle.

B – Une manifestation a de nouveau été annoncée au commissariat, la police a directement essayé de repousser les gens et les émeutes ont recommencé, c'était le jour le plus hardcore… les gens étaient mieux organisés, en groupes, avec du matos…

A – Y avait beaucoup de feux d'artifice très puissants… Des feux d'artifice, du lourd, en permanence, on sait vraiment pas d'où a pu venir une telle quantité… Et puis y a eu des molotovs, auxquels la police a répondu en tirant à balles réelles en l'air… Y avait plein de flics en civil, les bien vicieux qui d'habitude arrêtent les gens assez violemment, mais ce jour-là les rôles étaient inversés et ils ont été bien tabassés… Bref, tous les flics courraient ce soir-là…

Les attaques étaient-elles toutes tournées vers la police ou est-ce que les émeutes se sont attaquées à d'autres formes de pouvoir ?

A – Plusieurs banques ont aussi été complètement détruites et le plus grand supermarché a été pillé… Mais les gens n'ont pas attaqué les petits magasins du quartier… Ils se connaissent tous…

B – Et puis le quatrième jour tout le monde a été arrêté, en masse, et la mosquée principale a envoyé des jeunes avec des vestes jaunes pour convaincre les gens de rentrer chez eux… Mais ils ont été beaucoup ignorés… C'était des gens d'une mosquée radicale, mais ils se sont saisis de l'occasion pour s'allier avec le maire, pour devenir amis avec lui…

Ça a l'air vachement rageur… Est-ce que c'était aussi joyeux ?

A – Ça dépend du moment, j'imagine, parfois t'avais l'impression que les gens étaient aveuglés par la rage, et puis à d'autres moments ils avaient l'air de jouer…

Il s'est passé quoi après ces jours-là ?

B – Après la révolte, pas mal de gens ont été arrêtés… Beaucoup de gens étaient pas masqués, et ils ont sorti toutes sortes de films et de photos prises pendant des attaques…

A – Ces arrestations ont continué pendant un an, certaines personnes ont été en taule pour longtemps, mais pour la plupart c'était des gens qu'on connaissait pas, on savait pas très bien comment gérer ça, on a soutenu quelques personnes qu'on connaissait.

B – Et puis on a fait un journal anarchiste, un journal mural, qui parlait de la révolte, qui disait que ça devrait continuer, et qui allait contre la rhétorique des médias qui disaient que les seules personnes présentes étaient des voyous et des hooligans venus d'autres villes et des anarchistes.

A – Ils ont accusé les anarchistes en particulier d'avoir organisé l'émeute, c'était pas juste, c'était pas respectueux pour les gens du quartier qui s'étaient révoltés eux-mêmes.

B – … C'est clair, c'est typique, ils veulent trouver leur petit groupe sur lequel se concentrer et qu'ils isolent des autres, les pommes pourries… Mais ils ont aussi continué à dire que les gens du quartier, pauvres, marginalisés, ne sont pas capables de prendre les choses en mains eux-mêmes… Ça entretient leur image d'impuissance…

A – Et puis ils ont commencé à vraiment se concentrer sur nous… Ils ont arrêté quelqu'un qui collait une affiche, il a d'abord passé 3 jours en prison et puis il a été condamné à 8 semaines pour incitation à la violence et discrimination…

B – Des centaines d'affiches ont été collées en quelques jours… Et puis on a fait une autre affiche… L'attention qu'ils ont mise là-dessus était dingue, c'était dans les nouvelles nationales…

Pourquoi ont-ils été à ce point effrayés par une affiche ?

A – C'est difficile de savoir si c'était juste par peur que nos idées deviennent contagieuses, et du coup que les gens se révoltent, ou si c'était juste une tactique pour rejeter toute la faute sur les anarchistes pour éviter et refuser de parler du fait que c'était en réalité tout un quartier qui était vénère, un quartier qui est capable de faire quelque chose de sa rage…

B – Moi je crois pas qu'ils ont juste eu peur de nous, c'est une stratégie… Parce que c'est juste une affiche… Une révolte part pas juste à cause d'une affiche, ce serait génial… Si c'était comme ça, notre tâche serait beaucoup plus simple…

A – Mais de toute façon le quartier était un peu calme, y avait une chasse à l'homme intense, les gens faisaient profil bas…

Est-ce que vous pourriez parler spécifiquement du type de répression qui frappe les anarchistes depuis la révolte ?

A – Depuis lors, il y a eu beaucoup de répression… L'expulsion de notre centre social, des arrestations, des interdictions de territoire pour le quartier… J'imagine que ça nous a pas mal fatigués aussi… Toujours déterminés, mais la répression fonctionnait.

B – Le maire est rentré dans une croisade pour se débarrasser de nous. Il est furieux… Il a utilisé toutes ses armes… On a appris dans nos dossiers de justice qu'il a organisé une réunion spéciale pour parler du problème anarchiste. Cette réunion est appelée CTER (Counter terrorism, extermism and radicalization), il y siège avec les autorités, avec plusieurs fonctions répressives comme les services secrets nationaux, les services secrets locaux, les procureurs, l'administration fiscale. Et puis toutes ces institutions mettent leurs informations ensemble sur un groupe en particulier, le mettent dans un dossier appelé le dossier CTER, ils font une cartographie du groupe, choisissent des gens et organisent une stratégie ensemble pour construire la répression sous différents angles. Du coup on a eu beaucoup de surveillance, du harcèlement, les expulsions, des contrôles, des interdictions de territoires, des arrestations, des amendes, des procès. Finalement ça prépare le terrain pour des accusations comme « organisation criminelle » ou « organisation terroriste », mais bon, rien n'est sûr… Et tous les individus dans ce dossier sont traités différemment, et ils expérimentent leur arsenal de mesures répressives pour voir ce qui fonctionne le mieux…

Comment avez-vous réagi à ça ? Ou mieux, d'habitude, les gens qui sont frappés par la répression ne font que réagir, c'est difficile de construire une perspective…

A – On en a discuté, on a écrit sur ce qui se passait, on l'a mis dans un contexte, on voulait pas juste dire que c'était des incidents aléatoires, mais bien qu'ils ont un agenda, que c'est une stratégie…

B – Mais chaque fois qu'un petit truc arrivait, on agissait, on a fait une manifestation sauvage dans le Schilderswijk après l'arrestation d'une personne pour le journal, après l'interdiction de territoire on a fait une distribution à la mairie, avec pas mal de perturbations… Mais c'était des petites choses…

La manifestation « Fight Repression » de novembre 2016, c'est ça ? C'était quoi l'idée de faire un appel public ? Je veux dire, c'est un gros risque aux Pays-Bas, les manifestations antiautoritaires sont réprimées lourdement depuis des années dans ce pays…

B – On voulait faire un appel public, on voulait que beaucoup de gens viennent, pour montrer qu'on est pas seuls, qu'on a du soutien, pour inclure différentes histoires de répression, en fait pour parler du fait que tout le monde fait face à la répression, et pour donner une opportunité aussi à ceux qui ne sont pas organisés pour se battre contre la répression.

A – Au lieu de rassemblement, y avait beaucoup de policiers, ils nous ont immédiatement encerclés, nous ont dit qu'on pouvait pas être masqués, ils ont refermé le cercle et nous ont tous arrêtés, ça a pris des heures.

B – Les gens ont été arrêtés après quelques heures. 25 personnes ont réussi à rester anonymes, à ne pas être identifiées.

A – C'était vraiment merdique, comment ça s'est passé, mais on est pas vaincus, les gens étaient motivés, étaient prêts pour ça. On était très impressionnés que plus de 250 personnes viennent… Je veux dire, aujourd'hui, ça nous donne beaucoup de force et de courage de voir qu'on est pas seuls, et que beaucoup de gens sont vénère contre la répression, qu'ils le ressentent dans leur peau, qu'ils veulent la combattre, mais on doit aussi trouver de nouveaux moyens pour exprimer ce combat, des moyens inattendus, une nouvelle imagination.

Quels projets avez-vous pour le futur ?

A – On doit construire de nouveaux points de référence pour nous-mêmes et pour les gens intéressés par nos idées, pour se rassembler et discuter, s'organiser. Beaucoup nous a été pris, et pour continuer à lutter avec un peu de consistance, on a besoin de nouveaux points de référence. On construit un nouvel espace social, où on aura une librairie et un espace de réunion pour un peu de stabilité. Ça sera à la frontière du Schilderswijk. Mais on veut surtout continuer la lutte dans ce quartier, ce serait dommage de laisser tout cet effort se perdre, donc on va continuer à agiter, à agir, à être présents.

Pourquoi avez-vous accepté cette interview ?

B – C'est un moyen de nous confronter à notre expérience de lutte, d'en parler, donc on peut la partager et y réfléchir… Les problèmes que l'on rencontre, comment nous et d'autres pouvons apprendre de ceux-ci, aiguiser nos luttes et les leurs… Et peut-être qu'il y a certains éléments de la situation qu'on a connue ces dernières années qui peuvent être intéressants et utiles pour d'autres compagnons…



La reproductibilité de l'attaque et l'organisation informelle

Octobre 2016 - Belgique

Le texte « La reproductibilité, la propagation de l'attaque contre le pouvoir et quelques points » venant du Mexique soulève, à mon avis, d'importantes questions à propos de l'agir anarchiste. Le débat n'est certes pas nouveau et a toujours accompagné les mouvements révolutionnaires à travers leur histoire tumultueuse. Comment propager l'action directe et l'attaque tout en évitant que ces pratiques vont être enfermés dans la cage d'une Organisation, d'un Groupe, dans des structures qui, avec le temps, se rigidifient et finissent par ériger, au-delà de la volonté qui peut animer ceux qui en font partie, des obstacles à cette propagation de l'attaque. Les compagnons mexicains indiquent ses obstacles sans ambages : fétichisme de l'instrument d'attaque, délégation, centralisation, recherche de représentativité, recherche d'hégémonie. Et effectivement, il ne suffit pas d'être anarchiste pour éviter de tomber dans de telles pièges.

Je voudrais profiter de l'espace de discussion ouvert par cette contribution de compagnons mexicains pour approfondir quelques points. Le premier, c'est qu'à mon avis la reproductibilité, que les compagnons mexicains décrivent comme le fait que « *les actes de sabotage sont réalisés avec des moyens faciles à élaborer, à utiliser, à se procurer et donc à la portée et la disposition de n'importe qui.* ». Je ne peux que rejoindre cette définition, tout en pensant qu'il manque aussi quelque chose. Car la reproductibilité n'est, à mon avis, pas une recette invariable de la lutte anarchiste insurrectionnelle. Pas tous les actes, pas tous les attaques sont reproductibles, ce qui n'enlève rien à la nécessité de quand même les réaliser. Certaines interventions d'anarchistes peuvent avoir une spécificité, tout en étant totalement liées à la conflictualité sociale, qui ne nous permet pas de parler de « reproductibilité ». On pense alors à certaines sabotages précises et pas forcément « faciles » à réaliser, ou à des attaques qui ciblent des hommes de pouvoir bien précis. Ce que je veux dire, c'est que l'idée de reproductibilité ne peut pas couvrir tout le champ de l'agir anarchiste. Parfois, on va devoir faire des choses qui ne sont pas reproductibles, qui pourraient d'ailleurs très bien ne pas être beaucoup appréciées voir comprises par « les exploités », mais qui contribuent tout autant à la perspective insurrectionnelle. L'agir des *minorités actives* peut viser à la reproductibilité, peut stimuler la propagation de l'attaque, mais, et cela *semble* paradoxale mais ne l'est, à bien réfléchir, pas du tout, peut aussi prendre sur soi, et uniquement sur soi, de faire certaines choses qui doivent être faits pour préparer le terrain, éliminer des obstacles, provoquer la rupture.

Cela dit, je crois donc que la reproductibilité, plus que d'être un principe qui doit guider l'action insurrectionnelle, est une *méthode* de lutte insurrectionnelle. Et la méthode prend son sens à l'intérieur d'un projet de lutte. La méthode contient aussi déjà le but de la lutte. On ne peut pas combattre l'autorité avec des formes d'organisation autoritaires. La reproductibilité comme méthode ne requière alors pas seulement le repérage et l'utilisation d'instruments d'attaque à portée de tous, mais aussi tout un travail d'identification de l'ennemi. Car la reproductibilité n'est proposable qu'au

moment où nous réussissons à identifier une multiplicité de petites structures du pouvoir disséminés sur le territoire. Cette dissémination est aussi une condition nécessaire pour la reproductibilité. J'ai du mal à imaginer comment on peut arriver à une réelle propagation de sabotages si par exemple lors d'une lutte contre la construction d'une ligne à haute tension, les compagnons n'identifient que l'institution qui a commandité la construction comme cible de la lutte. La reproductibilité devient possible quand, justement, le regard se déplace et identifie les centaines de pylônes, disséminés le long de la nouvelle ligne, comme autant de cibles potentiels pour des sabotages. Je me rends compte que c'est un exemple un peu banal et simple, mais je crois qu'il permet de saisir la nécessité de considérer la reproductibilité, et donc l'attaque diffuse, comme faisant intégralement partie d'un projet de lutte, et le projet de lutte, à son tour, est composé de nombreux éléments (méthodes, perspectives, propositions ou occasions organisationnelles, connaissances, analyses,…).

Cela m'amène à un autre point que je voulais toucher, et qui touche à l'éternelle question de l'organisation informelle et dont on ne devrait, sous aucun prétexte, se lasser d'essayer d'en approfondir la connaissance théorique et pratique. Si je partage les idées évoquées dans le texte des compagnons mexicains par rapport à l'autonomie d'action de l'individu, la recherche de l'affinité, la notion de l'informalité, je crois par contre diverger sur un point, et c'est quand ils disent « quand nous parlons d'informalité, nous n'en parlons pas seulement comme une méthode organisationnelle de la lutte anarchiste, nous en parlons comme d'une manière dont l'individu acquiert une autonome absolue. » Je ne crois pas que l'organisation informelle (c'est-à-dire, la coordination entre groupes affinitaires dans un but précis, défini et temporaire, et la possibilité que cette coordination agit au sein de l'auto-organisation des exploités en lutte et s'y mélange sans s'y perdre) implique forcément « l'autonomie absolue de l'individu ». Peut-être c'est une question sémantique, mais je pense que si je m'engage dans un projet de lutte, ensemble avec mes affinitaires, et qu'en plus, on se coordonne avec d'autres groupes affinitaires, je ne peux pas penser être « absolument autonome ». Au contraire, on prend des accords, on prend des engagements et je ne crois pas que je peux apprécier beaucoup celui qui prend un engagement pour ensuite, tout d'un coup, retirer cet engagement. Sinon, ce n'est pas une « *organisation* » informelle, c'est juste un *milieu* informel. Quand on se donne une organisation (évidemment informelle), c'est justement pour aller plus loin que la somme des capacités individuelles. Une telle organisation doit, à mon avis, toujours stimuler l'autonomie d'action *maximale* des individus et des groupes affinitaires, mais elle ne saurait être *absolue* vu qu'elle est définie par le but de l'organisation. Si je parle d'organisation informelle, c'est pour indiquer une forme d'organisation qui se base sur l'affinité, qui se donne un but précis et temporaire, qui ne représente pas « le mouvement anarchiste » et n'aspire pas à une représentativité de quoi que ce soit, mais qui est uniquement orienté vers le but insurrectionnel. En quelque sorte, c'est « l'organisation des tâches ».

Là aussi, on doit faire un peu attention je crois. Car la critique totalement nécessaire de la « spécialisation » ne veut pas dire que notre condition pour se donner, à un certain moment et avec un certain but, une organisation informelle, c'est que tout le monde fait tout au même moment. Je crains que c'est tout simplement inimaginable. L'organisation va nous permettre de mettre ensemble, au sein d'un projet, les différentes connaissances, capacités et envies qui existent. La critique des rôles est important parce qu'elle souligne que le parcours de développement, d'acquisition de connaissances, de recherche d'affinité, d'approfondissement des idées est un parcours « *à vie* », que c'est un défi permanent, que notre individualité ne saurait se laisser enfermer dans une identité avec l'utilisation de tel ou tel outil (l'écrivain, le saboteur, le braqueur, le propagandiste,…). Et ce n'est pas que cette recherche permanente s'arrête une fois qu'on s'engage au sein d'une organisation informelle, mais… l'organisation des tâches ne signifie pas, à mon vis, qu'on fait tous et toutes la même chose au même moment. Tout en évitant la délégation, c'est dans un rapport de coordination qu'un tel groupe va se proposer pour s'occuper de ceci, un autre de cela, encore un autre se mettra en soutien, etc. Et chaque chose demande une connaissance précise, souvent mûrie au fur des réflexions, analyses, expérimentations, rencontres, occasions,… Pour le dire cache : ce n'est pas parce que nous refusons la spécialisation qu'au moment qu'il faut un groupe de feu pour couvrir une action qu'on va choisir celui qui n'a jamais eu en main une arme à feu pour en prendre la responsabilité. Cela dit, pour essayer de contrebalancer un peu ce que je viens de dire qui risque d'être pris pour la réduction de l'organisation informelle à une question technique : *« l'organisation informelle n'est pas une simple réponse fonctionnelle à une question pratique. Ce n'est pas le sésame en mesure d'ouvrir toutes les portes, et pas non plus une des nombreuses clés à disposition dans la boîte à outil. Nier son rôle technique serait une hypocrisie, tout autant qu'en amoindrir la dimension éthique. On pourrait la définir comme* l'organisation de ceux qui n'ont pas et ne veulent pas d'Organisation – *comme la préparation, la prédisposition, la coordination de ceux qui se posent les problèmes pratiques de l'action, non seulement dans le présent immédiat, mais aussi dans le futur, au-delà et contre toute politique. Parce qu'être étrangers au calcul ne signifie pas oublier la perspective, tout comme être sensibles à l'ivresse ne signifie pas se laisser aller à la béatitude. »*

Finalement, une dernière chose que je voulais dire, c'est que la propagation de l'attaque requière aussi la mise à disposition et le partage des connaissances des instruments d'attaque. Et comment peut-on faire cela ? Il y a des exemples dans le passé où dans les journaux révolutionnaires, des recettes et des techniques de sabotage étaient publiées, commentées et discutées. Il y avait aussi des études techniques qui détaillaient certaines structures de l'ennemi, comme par exemple un transformateur électrique, les chemins de fer ou une station d'essence. Aujourd'hui, on a encore tout autant besoin de créer ces espaces de partage de connaissances, surtout quand on pense à toutes ces nouvelles infrastructures du pouvoir comme les fibres optiques, les data center, les antennes etc. La propagation de telles connaissances ne peut qu'avoir une influence bénéfique sur la propagation de l'attaque, démontrant que, s'il y a la volonté, la détermination et un peu d'effort, le roi est effectivement nu.

Un anarchiste de Bruxelles

Le prochain numéro sortira en mars 2017. Les contributions peuvent être envoyés à correspondance@riseup.net et cela avant le 1 mars 2017.

Débats et commentaires
Dans le prochain numéro d'Avalanche, il y aura de nouveau une section réservée aux débats et commentaires.
En envoyant de tels textes, on invite les compagnonnes et compagnons à prendre comme point de départ des problématiques, des questionnements ou des perspectives qui avaient été soulevés dans les numéros antérieurs d'Avalanche. Le but de cette section de débat est bien évidemment d'offrir un espace d'échange internationale entre anarchistes en lutte pour approfondir certains aspects, pour permettre des retours critiques sur des propositions,...